

LE TERRITOIRE EN PERSONNE(S)

JUIN 2026
N° 145

GUYAMAG

EWAG

THIBAUT REVERSÉ

*directeur général
du Crédit Agricole
Martinique
-Guyane*

CAROLE FOULARD

*présidente du
Crédit Agricole
Martinique
-Guyane*

UNE BANQUE UNIVERSELLE POUR LE TERRITOIRE

DOSSIER | IMMERSION AUPRÈS DES SENTINELLES DU TERRITOIRE

SHIRLEY BILLOT comme vous ne l'avez jamais lue ⁴⁶ • On parle RÉMUNÉRATION avec bonfilon ⁵⁶ • Ils ont MOINS DE 18 ANS et sont gérants d'entreprise ⁵² • Un avant-goût de l'expo de RACHEL alias MesPetitsBonheursAuSoleil ⁶³

→ mg-guyane.com



On a un peu exagéré sur le nombre de *places*

7 PLACES TOUT CONFORT



Les meilleures places sont dans le nouveau MGS9.
Le SUV hybride rechargeable 7 places.

Modèle présenté : MGS9 PHEV Comfort neuf opt. peint. métal. :
Consommation (cycle mixte WLTP) : 2,4l/100km – Émissions de CO₂ : 54g/km.
Plus d'informations sur mg-guyane.com

7

ANS DE GARANTIE
/ 150.000KM

Détails et exclusions sur mg-guyane.com



Pensez à covoyer #SeDéplacerMoinsPolluer

SOMASCO
L'ANNEXE

ZI COLLERY OUEST - BP 80190
97324 CAYENNE CEDEX

1430 AVENUE GASTON MONNERVILLE
97320 SAINT-LAURENT-DU MARONI

ÉDITO

En première ligne

Abreuvés d'actualités, de communiqués et d'opinions en tout genre et à tout va, nous sommes finalement nous aussi des sentinelles. Des guetteurs à l'affût des soubresauts de nos sociétés, du pouvoir du dialogue surtout quand on n'est pas d'accord, de la beauté magnétique du faire avec les mains, de l'entrain des collégiens apprentis chefs d'entreprise, de l'intraitable détermination de Shirley Billot, etc.

Ce travail de mise en scène ne vise pas à saturer votre temps de cerveau disponible, mais à réinventer mois après mois, la curiosité et l'expérience de nos vies en Martinique, en Guadeloupe et en Guyane. Armés de mots et d'appareils photos, de caméras et de micros, patients, appliqués et précautionneux dans les versions du monde que nous capturons pour vous chaque mois, nous avons la prétention de saisir l'insaisissable avec vous.

Car qu'il crie au loup ou qu'il s'émerveille, le guetteur n'est rien seul. C'est ceux qui l'entendent, qui s'inquiètent ou s'émerveillent, qui feront de lui ce qu'il est. C'est une réaction en chaîne qui part du terrain jusqu'à vos imaginaires. C'est aussi ça un média.

Mathieu Rached et Floriane Jean-Gilles

Rédacteurs en chef
Guadeloupe Martinique Guyane





Les magazines **KaruMag, GuyaMag, MadinMag** et **SoualiMag** sont édités par le groupe EWAG.

Consultez tous nos magazines sur www.ewag.fr
Pour nous envoyer un mail : prenomnom@ewag.fr

Directeur de publication
Laurent Nesty

Directrices de la Diffusion
Audrey Barty (0696 28 84 79)
Anouck Talban

Directrice de la stratégie commerciale
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)

Directeur du développement
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Directeur Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

RÉDACTION
Rédacteurs en chef
Mathieu Rached
Floriane Jean-Gilles (0696 36 91 56)

Coordination
Amandine Sauvage (0690 68 34 49)

Rédacteurs
Sarah Balay - Sandrine Chopot - Caroline Bablin - Anne de Tarragon - Axelle Dorville - Karolynne Videira Hubert - Marie Ozier-Lafontaine - Adeline Louault

Secrétaire de rédaction
Chantal Bigay

Photographes
Jean-Albert Coopmann - Lou Denim
Christophe Fidole

Photo de couverture
Jean-Albert Coopmann

Design graphique
Gwénaél Tilly (0690 65 23 97)
Jessica Schwaller (0696 74 00 22)

AGENCES
Martinique
Émilie Valérius (0696 81 60 43)
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Guadeloupe
Audrey Béral (0690 27 82 22)
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)
Angela Fontana (0691 24 28 92)
Marie Prat (0690 56 72 84)

Assistante commerciale
Christiana Fidelin (0691 28 12 40)

Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

DIFFUSION
Cheffe de projet contenu & social media manager
Léo Vignocan (0696 28 75 26)
Community manager
Alice Colmerauer (0690 30 84 30)

VIDÉO
JRI
Arnaud Galipo (0690 34 90 01)
Sariatha Boulard (0696 28 84 87)

DISTRIBUTION
Guyamag : Iguanacom (0694 26 55 61)
Karumag : BD Locations (0690 80 15 99)
Madinmag : M.C.P. (0696 78 36 58)

© EWAG - La reproduction, même partielle, des articles et illustrations publiés dans ce magazine est interdite. EWAG décline toute responsabilité pour les documents remis.

Ce magazine est imprimé aux Antilles-Guyane, imprimeur certifié PEFC, sur papier issu de forêts gérées durablement. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres respectueuses de l'environnement et conforme à la norme imprim'vert.



EWAG GUADELOUPE - SIÈGE
Rue H.Becquerel - BP2174
97195 Jarry Cedex
0590 41 91 33

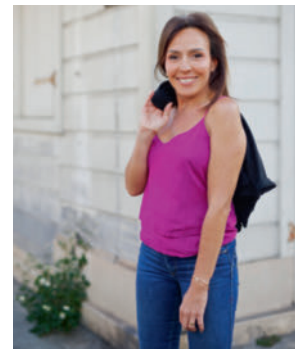
EWAG GUYANE
5 Chemin Grant
Lotissement Montjoyeux
97300 Cayenne
0694 26 55 61

EWAG MARTINIQUE
Immeuble Périé Médical, 22 Rue Ernest Hemingway, ZAC Etang Z'abricot,
97200 Fort-de-France
0596 30 14 14

Ils et elles ont contribué à ce numéro



Marie Ozier-Lafontaine
Rédactrice



Lou Denim
Photographe



Luciano Sainte-Rose
Directeur du développement

LA GUYANE AUX AVANT-POSTES DES TRANSITIONS

Dans la continuité de la COP 30,
la **Collectivité Territoriale de Guyane** met en lumière la délégation
présente à Belém : celles et ceux qui agissent pour
préserver, innover et inspirer.



DÉCOUVREZ
LEURS HISTOIRES
DANS CE NUMÉRO
EXCEPTIONNEL.

By
EW'AG

SOMMAIRE

LES VOIX DU TERRITOIRE

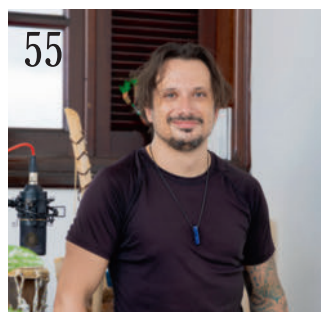
- 10 **CRÉDIT AGRICOLE** Une banque tout terrain
- 14 **BANQUE DES TERRITOIRES** Emprunter aujourd'hui pour anticiper les risques à venir
- 18 **ARACTE GUYANE** Bâtir le travail de demain !
- 22 **ARS** « Trouver des solutions concrètes aux problèmes de santé »

ET SI...

- 28 **ORANGE** Un partenaire de confiance... en toutes circonstances !
- 30 **SPLANG** « Faire de la Guyane un territoire d'excellence numérique »
- 32 **DOSSIER** Les sentinelles du territoire

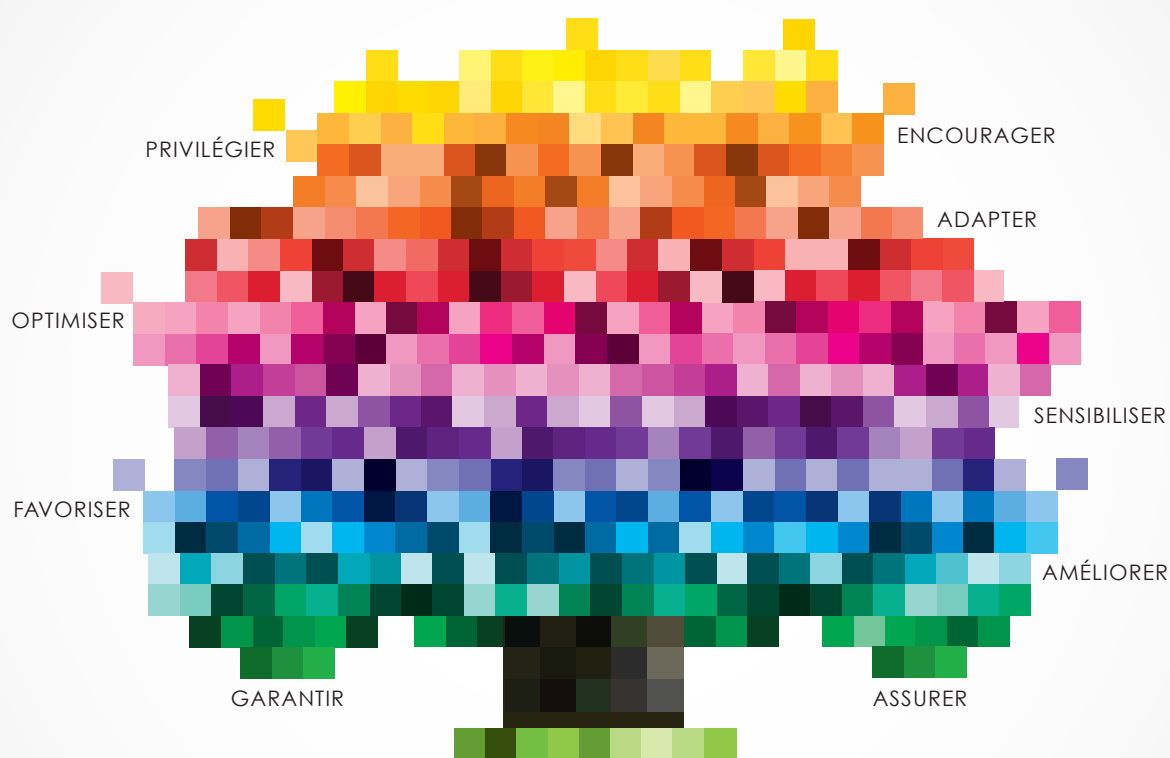
LES YEUX DU MÉDIA

- 46 Grand Entretien **SHIRLEY BILLOT**
- 50 **BRÈVES**
- 52 Quand les élèves **APPRENNENT À ENTREPRENDRE** pour de vrai !
- 55 **COMMENT LA MUSIQUE** permet de comprendre la Guyane d'aujourd'hui ?
- 56 On parle **RÉMUNÉRATION** avec bonfilon
- 58 Vers une **MOBILITÉ JEUNESSE** stratégique
- 60 **LE PARI DU DIALOGUE**
- 62 **LE CHIFFRE**
- 63 **PORTFOLIO** Deux mains pour demain
- 68 **LE MONDIAL 2026** en 45 minutes
- 69 Sélection culture **LE "STARTER PACK" DES GRANDES VACANCES**
- 72 **IMAGE DU MOIS**
- 74 **EWAG BUZZ**



IMPRIMEUR ENGAGÉ

en faveur du **développement durable**



947, rue Henri Becquerel - BP 2174 - 97195 Jarry cedex
tél. **0590 26 72 40** - mail : infos@primsas.com



bonfilon

by EW'AG

Vous
recherchez
un **talent** ?



Vous
recherchez
un **emploi** ?

Trouvez celui ou celle qui partage
vos valeurs sur **bonfilon.info**

Inscrivez-vous

ANTILLES - GUYANE
contact@bonfilon.info





Marie-Lucienne Rattier
Loïc Rolland
Christian Moutton
Klaud-Audrey Léveillé
Patrice Belgarde
Karine Cresson-Ibris
Carole Foulard
Thibault Reversé
Ariane Fleurival
Vincent Martin
Monique Elfort
Bertrand Parent
Jeffry Jeanty
Pancras Zountchegbe
Tristan Vassaux
Marie-Lucienne Rattier

LES VOIX DU TERRITOIRE

Loïc Rolland
Christian Moutton
Klaud-Audrey Léveillé
Patrice Belgarde
Karine Cresson-Ibris
Carole Foulard
Thibault Reversé
Ariane Fleurival
Vincent Martin
Monique Elfort
Bertrand Parent
Jeffry Jeanty
Pancras Zountchegbe
Tristan Vassaux
Marie-Lucienne Rattier
Loïc Rolland

UNE BANQUE TOUT TERRAIN

Ils forment le binôme de tête du **Crédit Agricole Martinique et Guyane**. Carole Foulard, nouvelle présidente du conseil d'administration et Thibault Reversé, directeur général en poste depuis février 2025, partagent la vision d'une banque au service des habitants ainsi que des moyens pour avoir un réel impact sur le territoire.


Texte Mathieu Rached - Photo Jean-Albert Coopmann

En 1988, Carole Foulard ouvrait son premier compte au Crédit Agricole. Jeune commerçante, elle est alors simple cliente de la banque verte. Quelques années plus tard, elle deviendra administratrice de la Caisse Locale Départementale et de la Caisse Locale du Lamentin. « J'ai une longue histoire avec le Crédit Agricole », sourit celle qui en est devenue la présidente du conseil d'administration le 30 mars dernier. Un titre et une mission au sein de la 1re banque/assurance européenne sur le marché des particuliers (9e au niveau mondial), qui s'inscrivent comme une évidence pour Carole Foulard, engagée de longue date auprès des entreprises et acteurs économiques en Martinique. Avec le directeur général, Thibault Reversé, aux commandes du Crédit Agricole en Martinique et en Guyane, ils forment désormais le binôme de tête pour déployer la stratégie de la banque en Martinique et en Guyane, porter les

évolutions nécessaires et permettre à la banque de conserver ses engagements et de trouver les moyens de les conduire à bien. Un an après sa nomination, le DG garde intacte sa vision et sa motivation à œuvrer en tant que structure bancaire sur les territoires. « C'est passionnant de faire un métier de dirigeant de banque sur les deux territoires de Martinique et de Guyane parce que les défis sont de taille et qu'on est constamment au contact de porteurs de projets déterminés, qui ont le territoire chevillé au corps. »

Comment vont s'organiser vos missions respectives, de présidente et de directeur général ?

Carole Foulard, présidente : C'est vraiment une organisation propre au fonctionnement d'une banque mutualiste, avec d'un côté un conseil d'administration et une présidente qui représentent nos 67 000



« C'EST ICI, DANS NOS
INSTANCES RÉGIONALES,
QUE SE PRENNENT LES
DÉCISIONS POUR LE
DÉVELOPPEMENT DE
LA MARTINIQUE ET
DE LA GUYANE »

Carole Foulard, présidente

sociétaires sur les territoires de Martinique et de Guyane, et de l'autre une direction qui, elle, met en œuvre la stratégie de l'entreprise au service des territoires et de ses 138 000 clients. Car la finalité, à travers nos agences, nos équipes, nos solutions bancaires et d'assurances, est bien d'amplifier le développement du territoire. C'est l'essence de notre groupe et l'objectif du conseil d'administration en Martinique et Guyane.

Thibault Reversé, directeur général : Dans notre duo, nous avons en effet des responsabilités un petit peu spécifiques mais nous avons surtout une responsabilité commune, c'est de pouvoir, le jour où l'un et l'autre quitteront nos fonctions, rendre l'entreprise dans un état et une performance supérieure à celles dans lesquelles on l'a trouvée. Et c'est cette trajectoire d'amélioration qui nous guide au quotidien.

Si la banque dispose d'une orientation nationale, c'est donc bien localement que se déploie la vision pour les clients et les territoires ?

C.F. : Absolument ! Mon prédécesseur, Alex Rosette, qui était quelqu'un de très inspirant pour moi, le répétait régulièrement, c'est ici dans nos instances régionales que se prennent les décisions pour le développement de la Martinique et de la Guyane. Je pense que c'est très important, en termes de légitimité, d'engagement et d'actions réelles. C'est ce qui fait tout le défi et l'intérêt de nos métiers.

T.R. : Concrètement, un des enjeux premiers est sans doute d'ordre technique pour pouvoir garantir la même qualité de service et de suivi pour l'ensemble de nos clients en Martinique et en Guyane que dans l'Hexagone avec le décalage horaire. De même il existe un enjeu à propos des compétences où, afin d'apporter le même niveau que dans les 38 autres caisses régionales du Crédit Agricole, nous avons créé une filière de formation en matière patrimoniale avec l'Université des Antilles. Cette continuité de qualité de service fait partie de l'ADN de la banque.

Récemment, le Crédit Agricole a développé une solution digitale permettant aux clients d'ouvrir un compte de manière autonome et entièrement à distance, quel bénéfice identifiez-vous sur nos territoires ?

T.R. : Le territoire est très jeune avec une partie importante de la population qui n'est pas « bancarisée ». D'abord parce que, au vu de l'étendue géographique, tout le monde n'a absolument pas accès à une agence près de chez lui, il n'y a pas beaucoup

d'agences bancaires en Guyane, tout simplement. Donc, nous avons pu développer, avec l'appui du groupe, des offres commerciales 100 % en digital, similaires à certains concurrents purement digitaux. Au cours des dernières semaines, ce service a permis des dizaines et des dizaines d'entrées en relation qui ont été opérées uniquement en digital et autant de clients qui peuvent s'appuyer sur les compétences et ressources d'une banque traditionnelle.

L'appui à la filière agricole fait également partie de vos fondamentaux. Comment cela s'incarne-t-il ici ?

T.R. : Cette question est symbolique de la façon dont on veut travailler en Guyane, car aujourd'hui, une grande partie de l'agriculture guyanaise est informelle, ce qui pose un problème sur la trajectoire de « souveraineté », de comment on alimente la population guyanaise à long terme ? La situation étant assez figée, nous avons choisi de travailler avec la SAFER, la Chambre d'agriculture et la Fondation Farm, qui est la fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde. Leurs travaux pour déterminer les modalités d'une agriculture de performance sur le plateau des Guyanes sont réunis dans un livre blanc qui pose les priorités de l'agriculture guyanaise sur les 30 prochaines années. C'est une trame commune pour tous les acteurs du territoire, qui devra être incarnée par des porteurs de projets.

C.F. : Le Crédit Agricole s'inscrit dans cette perspective de très long terme, on sait qu'il y a un potentiel énorme sur cette agriculture des plateaux de Guyanes (le pays voisin Guyana est déjà autonome et souverain d'un point de vue alimentaire). Nos collaborateurs travaillent directement avec les comités techniques de la SAFER, pour appuyer les agriculteurs qui s'installent et porter cette vision de prospérité.

Et en Martinique ?

T.R. : Nous portons notre attention sur le tissu des coopératives agricoles qu'il nous semble important de pouvoir encourager. À l'échelle de la CODEM par exemple, nous avons apporté notre soutien dans le cadre de la présentation de la vache brahmane au salon international de l'agriculture. Mais aussi, nous conseillons et amenons nos clients agriculteurs à se regrouper et rejoindre les structures coopératives qui existent déjà.

C.F. : De la même manière, nous sommes à l'écoute d'importants projets de startups dans le domaine agricole. Nous étudions actuellement le projet d'une jeune startup qui prévoit un nouveau développement

de produits à partir de l'agriculture locale qu'elle positionnera sur l'international, sur tous les marchés présentant des produits agroalimentaires de bonne qualité. Nous regardons son dossier avec beaucoup d'attention (sourire). Ce soutien du Crédit Agricole aux entrepreneurs rayonne-t-il au-delà du secteur de l'agriculture ? En réalité, de par notre champ d'intervention, nos engagements, notre stratégie territoriale, nous incarnons en quelque sorte une « banque universelle », c'est-à-dire qui ne se restreint pas à une ouverture de compte ou une souscription d'assurance. La mission est plus grande que ces indicateurs.

T.R. : Pour illustrer le propos de Carole, je citerai notre politique en matière de microcrédits, qui sont destinés aux entreprises en difficulté voire parfois qui n'ont pas accès au crédit bancaire. À l'échelle des Antilles et de la Guyane, cela représente une enveloppe du groupe de 3 millions d'euros remis à l'ADIE qui, elle, se charge d'étudier les projets et d'octroyer les microcrédits. Soit quelques centaines à quelques milliers d'euros qui vont être déterminants dans la vie et le succès d'une entreprise, avec un impact réel et un taux de succès de 84 % au bout de 2 ans.

En tant que banquier très implanté auprès des entreprises de Martinique et Guyane, comment percevez-vous la situation économique ?

T.R. : À l'évidence notre position n'est pas que d'observer l'économie locale ! Nous la vivons au quotidien avec nos clients et, effectivement, les tensions de trésorerie des entreprises sont fortes. Délais de paiement trop longs, carnets de commande réduits, investissements d'avenir reportés, ce sont clairement des éléments qui traduisent une crise économique, sans doute plus forte en Martinique qu'en Guyane.

C.F. : Des entreprises pourtant historiquement solides ont besoin de reprendre leur souffle mais ont surtout besoin que leurs prestations rendues soient réglées rapidement. C'est un cercle infernal que malheureusement tout entrepreneur connaît, les

délais de paiement s'allongent, le banquier joue son rôle de financement de la trésorerie ... jusqu'à une certaine limite. Et la situation de notre territoire sur ce sujet des délais de paiement est connue comme étant atypique, disons même anormale. Or, la banque ne peut pas tout compenser. Que se passerait-il si finalement les paiements n'étaient pas effectués ?

Justement à propos des entreprises, les attentes sont également fortes en matière de digitalisation et l'inquiétude monte sur la facturation électronique. Comment approchez-vous ces évolutions et ces nouveaux besoins ?

C.F. : En tant que gérante de société, il est important que ma banque me permette de gagner du temps du point de vue administratif. Nous sommes particulièrement attentifs au sein du conseil d'administration pour que notre caisse régionale aussi bien en Martinique qu'en Guyane déploie des solutions innovantes du groupe sur nos territoires.

T.R. : Je confirme ! Comme pour les particuliers, nous déployons progressivement une solution d'entrée en relation pour les professionnels et agriculteurs PRO by CA qui sera 100% digitale... si c'est ce que souhaite le client ! Bien sûr nous conservons nos équipes commerciales dédiées aux professionnels et agriculteurs mais pour les entrepreneurs qui manquent de temps pour se rendre dans nos agences, nous leur offrons également la possibilité

d'entrer en relation avec nous à distance, le dimanche soir sous leur carbet s'ils le souhaitent ! (sourire)

C.F. : Et l'ensemble de ces offres intègre Kolecto, permettant aux professionnels et agriculteurs d'être en conformité avec la réforme de la facturation électronique, tout en pilotant simplement leur facturation, leur trésorerie, leurs flux financiers via la plateforme agréée par l'administration fiscale

T.R. : Je précise que tout cela est déjà disponible en agence et le sera en 100% digital à compter de septembre, encore un peu de patience !

« COMME POUR
LES PARTICULIERS,
NOUS DÉPLOYONS
PROGRESSIVEMENT UNE
SOLUTION D'ENTRÉE
EN RELATION POUR LES
PROFESSIONNELS ET
AGRICULTEURS
"PRO BY CA" QUI SERA
100% DIGITALE... »

Thibault Reversé, directeur général

Transition écologique

EMPRUNTER AUJOURD'HUI POUR ANTICIPER LES RISQUES À VENIR

Le changement climatique est un paramètre que les collectivités et acteurs économiques ne peuvent plus ignorer. La **Banque des Territoires de la Caisse des Dépôts (CDC)** est là pour les accompagner en proximité, comme l'explique Loïc Rolland, directeur régional Antilles-Guyane.

Texte Caroline Bablin



Loïc Rolland, directeur régional de la Banque des Territoires Antilles-Guyane

« L'ÉTAT NOUS A CONFIÉ
LA BONNE UTILISATION
DE L'ARGENT DÉPOSÉ
SUR LE LIVRET A PAR
LES ÉPARGNANTS. »

Loïc Rolland, directeur régional
de la Banque des Territoires Antilles-Guyane

Qu'est-ce qui différencie la Banque des Territoires d'une banque classique ?

La Banque des Territoires intervient là où les banques commerciales ne vont pas, en proposant des prêts dont la durée peut aller de 25 à 60 ans, à des taux très compétitifs, indexés sur le taux du Livret A. Par ailleurs, ces taux sont les mêmes pour tous (collectivités, bailleurs sociaux...) et partout en France. La Caisse des dépôts et consignations est tiers de confiance. À ce titre, l'État nous a confié la bonne utilisation de l'argent déposé sur le Livret A par les épargnants. Nous disposons donc d'une capacité de financement importante sous forme de prêt. Nous pouvons aussi, sur nos fonds propres, financer de l'ingénierie ou investir dans des sociétés de projet.

Quel rôle la Banque des Territoires aux Antilles-Guyane peut-elle jouer dans l'adaptation au changement climatique ?

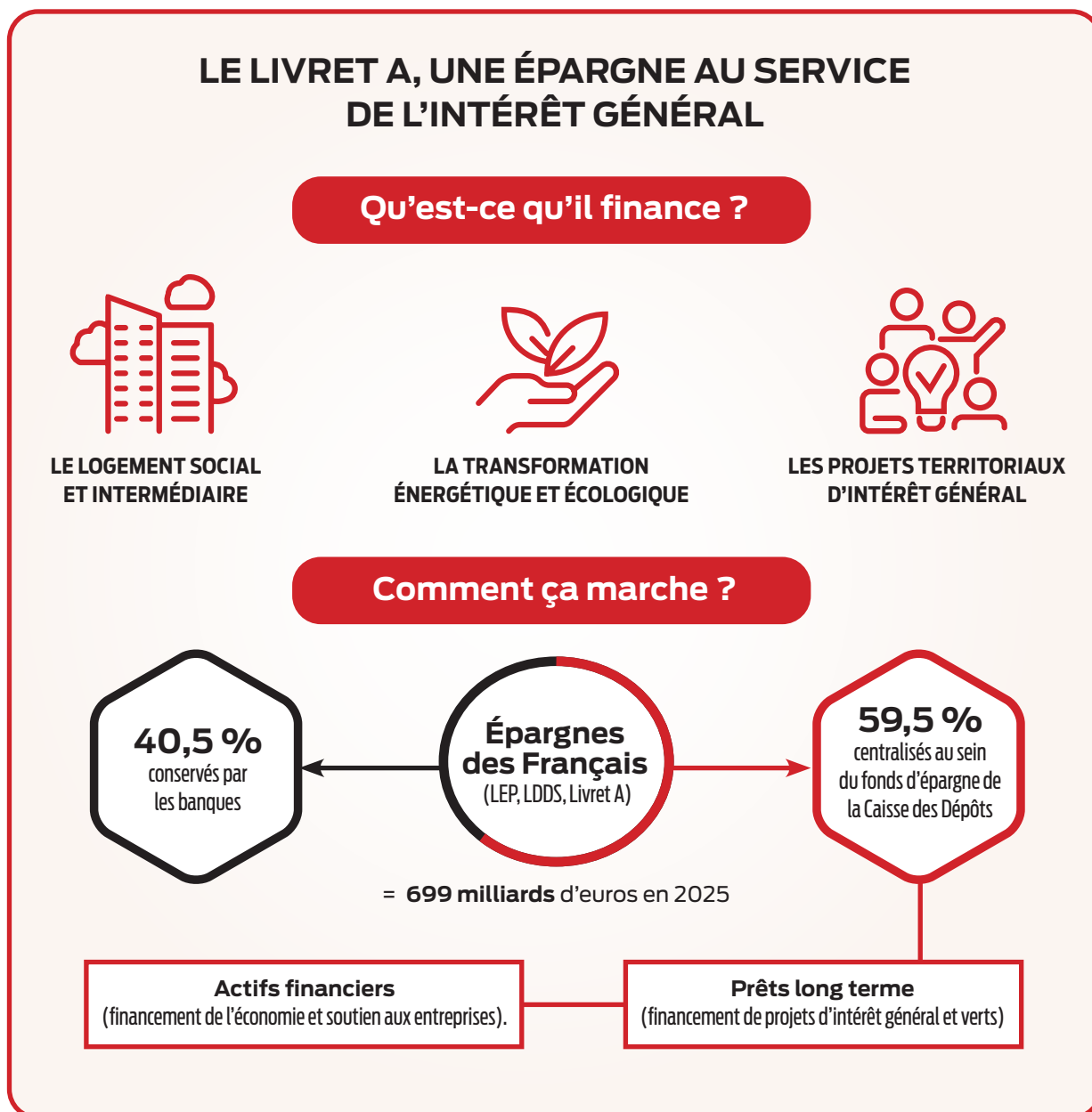
Nous allons des Îles du Nord jusqu'en Guyane. Les enjeux en termes d'adaptation au changement climatique sont multiples, avec un risque cyclonique accru pour les Antilles, une hausse des températures, un recul du trait de côte, mais aussi de nombreux défis en matière de gestion de l'eau potable et de traitement des eaux usées, etc. Notre rôle est de conseiller et de financer les dynamiques lancées par les élus et les acteurs économiques, et compte tenu de nos capacités de financement, nous pourrions faire beaucoup plus pour accompagner la transformation de ces territoires que ce que nous faisons aujourd'hui.

Vous voulez dire que les collectivités ne vous sollicitent pas à la hauteur de l'aide que vous pourriez leur apporter ?

Beaucoup d'élus craignent de s'endetter à long terme. Or l'adaptation au changement climatique nécessite de réaliser des investissements de long terme essentiels pour maintenir l'attractivité et l'habitabilité de nos territoires. Ces investissements peuvent être en partie financés par

des subventions mais peuvent aussi s'appuyer sur des emprunts en cohérence avec la durée d'amortissement des actifs financés. Prenons l'exemple d'une école aux normes parasismiques et anticycloniques. Elle pourra être utilisée pendant 40, 50 et même 60 ans. Sa construction peut donc être financée sur ces mêmes durées. Le recours à des financements de long

terme permet de réduire les annuités et de libérer des capacités budgétaires pour mener d'autres projets. Il ne faut pas avoir peur d'endetter les générations futures puisqu'elles bénéficieront de ces investissements. En bref, les solutions de la Banque des Territoires permettent d'adapter le profil d'annuité de l'emprunt afin d'optimiser l'impact budgétaire de ce dernier.



Plus chaud, plus sec, le territoire doit s'adapter

L'adaptation au changement climatique est un enjeu majeur en Guyane. Baisse de la pluviométrie, hausse des températures, érosion du trait de côte... Autant d'aspects abordés, en juin 2025, lors des Journées de l'adaptation au changement climatique. « L'événement s'est tenu durant trois jours à la Collectivité territoriale de Guyane, en présence d'élus, de financeurs et de scientifiques », explique Christian Moutton, directeur

territorial de la Banque des Territoires, qui a cofinancé l'événement aux côtés notamment de l'AUDeG (Agence d'urbanisme et de développement de la Guyane), l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) et l'AFD (Agence française de développement). « L'objectif était de préparer la COP30 qui s'est tenue en novembre à Belém, au Brésil, et de définir des plans d'action », poursuit Christian Moutton. La Banque des Territoires, dans son domaine



Christian Moutton, directeur territorial de Guyane

de compétences, accompagne de nombreux projets en lien avec l'adaptation au changement climatique ou des enjeux environnementaux propres au territoire liés à la transformation écologique.

Cofinancement d'une étude réalisée par Météo-France

Cette étude réalisée pour le compte du Cerema (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement) concerne la commune de Macouria, menacée par un risque de submersion marine. Le recul du trait de côte est déjà visible.

Signature d'une convention pluriannuelle de partenariat avec la ville de Cayenne

Cette convention concerne l'attribution de 45 millions d'euros sur trois ans (2026-2028) en prêts transformation écologique, cohésion sociale et territoriale pour rénover des bâtiments publics et sportifs en vue, notamment, d'améliorer leur performance énergétique. Avec des villes en surchauffe – jusqu'à 9 °C d'écart entre la forêt et l'île de Cayenne – et la hausse des températures qui devrait se poursuivre à l'horizon 2050, « tous les travaux de rénovation, y compris les programmes Action Cœur de Ville, NPNRU* et QPV** intègrent une part d'adaptation au changement climatique », note Christian Moutton.

Rénovation des établissements scolaires

« Avec les collectivités, nous étudions le financement de travaux de rénovation et de construction de nouvelles écoles, dans le cadre du programme Edurenov », poursuit le directeur territorial de la Banque des Territoires. Des audits énergétiques ont été réalisés pour des écoles à Saint-Laurent-du-Maroni et Cayenne. Ils visent à orienter les collectivités pour réaliser des travaux de rénovation lourde pour réduire la consommation énergétique et adapter les bâtiments à la hausse des températures.

À noter qu'une convention AGILE, Agir pour le logement étudiant, a été signée en janvier 2026 entre l'Université de Guyane et la Banque des Territoires. Outre la construction de logements, avec une extension possible de 150 unités supplémentaires, celle-ci prévoit la modernisation des bâtiments de l'université afin d'améliorer le confort des étudiants et d'accélérer la transition écologique.

Un opérateur de compensation écologique à l'étude

La Banque des Territoires accompagne les collectivités par le financement d'études et l'octroi de prêts à long terme, mais elle peut aussi investir sur fonds propres. Elle est ainsi partie prenante, en Guyane, d'un projet tout à fait novateur : la création d'un opérateur de compensation écologique. « CDC – Biodiversité réalise actuellement une étude de faisabilité juridico-financière, que nous cofinçons avec l'établissement public foncier d'aménagement de la Guyane (EPFA), qui pourrait être co-actionnaire du projet », explique Christian Moutton.

L'opérateur de compensation écologique est l'entité qui gère des zones de plantation d'arbres, par exemple, pour le compte d'industriels qui doivent compenser l'impact négatif de leur activité sur l'environnement (artificialisation des sols, bétonisation, etc.) CDC – Biodiversité opère déjà dans l'Hexagone, et l'objectif est de mettre en place un opérateur capable de tenir compte des spécificités du territoire guyanais. Mais tout dépendra des conclusions de l'étude...

* NPNRU : Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain

** QPV : Quartier Prioritaire de la Ville

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE EN GUYANE

BAISSE DE LA PLUVIOMÉTRIE :
– 15 à 25 % d'ici 2100

HAUSSE DES TEMPÉRATURES :
+ 1,3 à 1,9 °C d'ici 2050
+ 2,9 à 4,2 °C d'ici 2100

HAUSSE DU NIVEAU DE LA MER :
+ 24 à 28 cm d'ici 2050
+ 54 à 84 cm d'ici 2100

Données issues de la synthèse des Journées de l'adaptation au changement climatique organisées du 3 au 5 juin 2025 à la Collectivité territoriale de Guyane et cofinancées par la Banque des Territoires.



EWAG[®]

Recevez nos derniers reportages
et ne manquez aucune sortie de magazine,
directement sur WhatsApp.



EWAG
Le dernier KaruMag est sorti 🎉

il y a 3min

Sensibilisation

BÂTIR LE TRAVAIL DE DEMAIN !

En Guyane, les conditions de travail restent souvent reléguées au second plan face aux urgences du quotidien. Directrice de l'**Association régionale pour l'amélioration des conditions de travail en entreprise (ARACTE)**, Klaud-Audrey Léveillé revient sur les principaux défis du territoire et sur le diagnostic actuellement mené auprès des acteurs économiques guyanais.

Texte Sandrine Chopot – Photo Ronan Lietar

Quels sont les enjeux liés aux conditions de travail que les dirigeants guyanais sous-estiment encore ?

La Guyane est un territoire singulier. Sa croissance démographique, son étendue et sa diversité culturelle créent des réalités de travail spécifiques. Les dirigeants sont fortement mobilisés par les contraintes opérationnelles et économiques, ce qui laisse peu de place à l'analyse de l'organisation du travail et de ses effets. Le premier enjeu est le manque de recul sur l'organisation. Faute de temps, des signaux faibles comme l'absentéisme, le turnover, les tensions relationnelles ou les difficultés de recrutement peuvent s'installer durablement. Le second concerne les risques psychosociaux. La santé mentale au travail demeure insuffisamment considérée alors que dirigeants et salariés sont confrontés à de fortes pressions : incertitude économique, charge émotionnelle, isolement ou contraintes liées à l'éloignement géographique. Enfin, si le dialogue social est solidement établi dans les grandes structures grâce à l'implication des représentants du personnel et des organisations syndicales, son développement reste un enjeu majeur pour les petites entreprises du territoire.

Comment l'ARACTE accompagne-t-elle les organisations ?

Notre approche repose sur une conviction simple : partir du travail réel plutôt que du travail prescrit. Nous travaillons avec employeurs, salariés et représentants

du personnel afin de construire des solutions adaptées au terrain. Nos interventions portent sur la prévention des risques, les addictions, les comportements sexistes, l'inclusion, la gestion des conflits, la qualité de vie et des conditions de travail, les transformations organisationnelles et les pratiques managériales.

Nous accompagnons également les structures dans le développement du dialogue social et collaborons

avec de nombreux partenaires institutionnels pour favoriser une dynamique collective. Les retours sont encourageants : les organisations prennent davantage conscience du lien entre qualité des conditions de travail, engagement des équipes et performance durable. Cependant, l'ARACTE Guyane agit avec des moyens encore limités. Son non-rattachement au réseau national ANACT réduit sa capacité d'intervention sur l'ensemble du territoire. L'enjeu est aussi celui de l'équité

d'accès aux outils et expertises en matière de qualité de vie et de conditions de travail.

En quoi consiste le diagnostic territorial actuellement mené ?

Soutenu par l'État et la Collectivité Territoriale de Guyane, ce diagnostic inédit vise à établir un état des lieux des conditions de travail, du dialogue social et de la qualité de vie au travail afin d'identifier les besoins et les leviers d'amélioration. La première phase concerne sept communes : Cayenne, Matoury, Rémire-Montjoly, Macouria, Kourou, Saint-Laurent-du-Maroni et Saint-Georges de l'Oyapock. Les résultats fourniront

« NOTRE APPROCHE REPOSE SUR UNE CONVICTION SIMPLE : PARTIR DU TRAVAIL RÉEL PLUTÔT QUE DU TRAVAIL PRESCRIT »

Klaud-Audrey Léveillé,
directrice de l'ARACTE Guyane



Klaud-Audrey Léveillé (directrice de l'ARACTE Guyane) et Patrice Belgarde (président de l'ARACTE Guyane)

aux acteurs économiques et publics un véritable outil d'aide à la décision. L'ambition est ensuite d'étendre la démarche aux 22 communes de Guyane afin de disposer d'une vision globale des réalités du travail sur le territoire.

Selon vous, à quoi ressembleront les organisations les plus performantes demain ?

Ce seront celles qui consid reront l'humain comme leur premier capital stratégique. Elles sauront faire vivre un dialogue social de qualité, favoriser la coopération et accompagner les transformations en s'appuyant sur leurs collectifs de travail. En Guyane, où la diversité humaine constitue une richesse exceptionnelle, cette capacité sera plus que jamais déterminante. C'est précisément notre ambition : construire, avec les moyens d'aujourd'hui, le travail de demain !

Révéler le travail réel

- Crée en 2020, premières conventions sign es avec l'état en 2021
- Structure paritaire réunissant organisations patronales et syndicats de salariés
- Accompagne les entreprises, associations, collectivités et établissements publics
- Intervient sur la santé au travail, la prévention des risques, la QVCT, le dialogue social, les pratiques RH, le management, les transformations organisationnelles et le maintien dans l'emploi.

Transformer les déchets en levier d'aménagement durable



Karine Cresson-Ibris, vice-présidente déléguée à l'emploi, l'insertion et la formation professionnelle

Face à une production de déchets qui augmente et à des infrastructures de traitement saturées, le lancement, dès la rentrée 2026, d'une Licence professionnelle 3 en « Valorisation des déchets et économie circulaire » apparaît comme une réponse congruente. Ce diplôme est un véritable outil d'aménagement de la Guyane et de promotion de l'habitat durable.

Une urgence environnementale et territoriale

Les spécificités de la Guyane rendent la gestion des déchets particulièrement complexe :

- **Isolement et dispersion** : 90 % du territoire est couvert par la forêt. À l'intérieur, Maripasoula, Papaïchton, Camopi, sont encore accessibles uniquement par fleuve ou par air, rendant la collecte et l'exportation des déchets extrêmement coûteuses et polluantes.
- **Pression démographique** : Avec 3 % de croissance annuelle, la population double tous les 25 ans. Cette explosion urbaine, concentrée sur le littoral (Île de Cayenne, Kourou, Saint-Laurent-du-Maroni), génère une augmentation rapide des déchets ménagers et du BTP.
- **Dépendance à l'exportation** : Une grande partie des déchets non valorisables est expédiée vers l'Hexagone ou incinérée sans récupération d'énergie. Cette logique linéaire est coûteuse (fret maritime) et peu compatible avec les objectifs de neutralité carbone.

L'économie circulaire, outil d'aménagement du territoire

Au-delà de l'aspect environnemental, cette formation est une réponse directe aux besoins d'aménagement du territoire.

- **Des filières locales de valorisation** : Apprendre à concevoir des plateformes de compostage de proximité pour les déchets organiques (épluchures, feuilles), très présents en Guyane, afin de réduire les tonnages enfouis et de produire un amendement pour les sols latéritiques, pauvres en matière organique.
- **Des éco-parcs industriels** : Formation à la gestion de centres de tri adaptés aux flux spécifiques (pneus, DEEE, plastiques « sauvages »). Ces installations, si elles sont implantées dans les zones péri-urbaines ou les bourgs de l'intérieur, deviennent des pôles d'emploi et de services, structurant le maillage territorial.
- **Gestion des déchets du BTP** : Le secteur du bâtiment, en pleine expansion pour répondre aux besoins de logements, génère des volumes considérables de gravats, de métaux et de bois. Les futurs diplômés pourront organiser des filières de recyclage in situ (concassage, réemploi), réduisant ainsi les décharges sauvages et les carrières.

L'habitat durable : débouché naturel pour les compétences acquises

La licence intègre une dimension « habitat durable », les constructions devant s'adapter au climat amazonien et aux contraintes logistiques :

- **Éco-matériaux locaux** : Formation à la valorisation des déchets de bois (issus des scieries ou des chantiers) en panneaux de particules ou en mobilier. Travail sur l'utilisation des plastiques recyclés dans la fabrication de tuiles, de briques ou de canalisations.

- **Gestion des déchets dans les lotissements et opérations d'aménagement** : Capacité de concevoir et de mettre en œuvre des dispositifs de tri, de collecte et de valorisation adaptés aux nouveaux quartiers résidentiels. Accompagnement des collectivités et des aménageurs dans l'intégration de solutions innovantes permettant de réduire les volumes de déchets enfouis et d'améliorer la qualité environnementale des espaces de vie.

- **Réemploi des matériaux de construction** : Dans un contexte de forte croissance démographique et de besoins importants en logements, la Guyane doit développer des modes de construction plus sobres en ressources. La licence formera à identifier, trier et réutiliser certains matériaux issus de chantiers de démolition ou de réhabilitation, contribuant ainsi à la réduction des coûts et la limitation des impacts environnementaux.

- **Conception de quartiers résilients** : Les enjeux liés au changement climatique, à l'urbanisation rapide et à la préservation des milieux naturels imposent une nouvelle approche de l'aménagement du territoire. Les compétences acquises permettront d'intégrer les principes de l'économie circulaire dans la planification urbaine, en favorisant les circuits courts, la mutualisation des équipements et la gestion durable des ressources.

Une contribution stratégique à l'aménagement durable du territoire guyanais

Le lancement d'une licence professionnelle dédiée à la valorisation des déchets et à l'économie circulaire répond à des enjeux qui dépassent la seule gestion des déchets. Former localement des spécialistes capables de transformer les contraintes en opportunités constitue donc un enjeu stratégique de développement.

Les diplômés pourront intervenir auprès des collectivités territoriales, des intercommunalités (EPCI), des bailleurs sociaux, des entreprises du BTP, des bureaux d'études ou encore des structures de l'économie sociale et solidaire. Ils contribueront à la mise en œuvre des politiques publiques en matière d'économie circulaire, de gestion des déchets, d'aménagement durable et d'habitat résilient. Par ailleurs, cette formation favorisera l'émergence d'initiatives entrepreneuriales locales autour du recyclage, du réemploi et de la valorisation des ressources. Elle pourra ainsi participer à la création d'emplois non délocalisables tout en stimulant l'innovation adaptée aux spécificités amazoniennes du territoire.

En conclusion, la création en Guyane de cette licence professionnelle de niveau Bac +3 permettra de développer des compétences aujourd'hui recherchées par les acteurs publics et privés.

Au-delà de la qualification des étudiants, elle contribuera à structurer une filière locale de valorisation des ressources, à renforcer l'attractivité du territoire et à accompagner la transition vers un modèle de développement plus durable, plus résilient et mieux adapté aux réalités de la Guyane.

Vous souhaitez vous former pour monter en compétences et/ou retrouver un emploi ?
La CTG vous accompagne à chaque étape.

Pour accéder à ces formations, rapprochez-vous de votre organisme prescripteur ou de l'université de Guyane (Direction de la formation professionnelle)





Santé publique

« TROUVER DES SOLUTIONS CONCRÈTES AUX PROBLÈMES DE SANTÉ »

Enseignant-chercheur de métier, le nouveau directeur de l'ARS Guyane veut changer de méthode de travail et prendre à bras-le-corps 4 défis de santé dans le territoire. Entretien.

Texte Thomas Thurar
Photo Mathieu Delmer

Bertrand Parent - Directeur Général

Depuis votre prise de fonction fin 2025, vous avez fait de la qualité de l'offre de soins à la population une de vos priorités. Concrètement, quelles évolutions cela implique-t-il ?

Bertrand Parent, directeur de l'Agence régionale de santé (ARS) : En effet, pour répondre à tous

les besoins de santé des populations qui vivent en Guyane, il faudra réussir le développement du Centre hospitalier régional et universitaire. C'est une priorité très concrète quand on sait que nous avons encore recours à de trop nombreuses évacuations sanitaires vers l'Hexagone ou les Antilles.

Ce développement de l'offre de santé passera par la fusion des 3 établissements de santé et du Groupement de coopération sanitaire au 1er janvier 2027, et par la création de filières spécifiques ou encore insuffisamment développées comme la cancérologie. Attention, comprenez bien mon propos, il ne doit pas s'agir d'une fusion pour concentrer les activités de soin et faire des économies mais d'une fusion pour mieux répartir l'offre de santé sur tout le territoire. Il s'agit de garantir l'accès universel aux soins pour tous, dans une logique de gradation des soins tout en garantissant la qualité et la sécurité des actes. Il s'agit aussi de mieux répondre aux maladies chroniques qui représentent en Guyane 80 % des besoins de santé, en mettant l'accent et les moyens sur une prévention efficace. Ce sera une fusion administrative mais pas géographique. Et c'est un énorme défi en termes d'organisation, de pilotage et de gouvernance.

En dehors de la qualité de l'offre de soins, lors de vos interventions, vous avez précisé que la Guyane faisait face à deux défis sanitaires : les métaux lourds et le chikungunya. Comment abordez-vous ces deux questions ?

La mise en place de la stratégie de lutte contre la contamination de la population aux métaux lourds que sont le plomb et le mercure est clairement une de mes priorités. Cette contamination causée en grande partie par l'orpaillage illégal d'une part, et les usages traditionnels du plomb (ustensiles de cuisine et chasse) conduit à des taux d'imprégnation trop élevés dans les communes de l'intérieur. La recherche scientifique a pu documenter le fait que ces taux d'imprégnation au mercure et au plomb ont augmenté ces dernières années. Pour obtenir des résultats, l'ARS Guyane va muscler sa politique de dépistage et nous voudrions la rendre systématique.

Il s'agit aussi de nous rapprocher des populations concernées, intervenir sur les comportements à risque par exemple alimentaires. Notre responsabilité est également de garantir des prises en charge en proximité, en particulier avec le CHU et ses Centres délocalisés de prévention et de soins (CDPS). L'idée est « d'aller vers » et de trouver, avec les populations, les solutions aux problèmes de santé qui les concernent. Je me permets de rappeler la proposition de Nelson Mandela, « tout ce qui est fait pour moi sans moi est contre moi ». Il faut sortir des approches paternalistes, les ressources pour travailler les sujets de santé se trouvent ici.

Quid du chikungunya, la solution passera-t-elle par un vaccin ?

En complément des méthodes habituelles de lutte

contre les épidémies vectorielles, pour pouvoir contrer l'épidémie qui sévit depuis le début de l'année, les Guyanais disposent en effet, depuis début juin, de deux vaccins qui ont fait leur preuve. Totalement gratuits, ces vaccins doivent amplifier l'immunisation de la population. Ils doivent être prescrits par un médecin dans le cadre des recommandations de l'HAS. Les études de Santé Publique France montrent que seule une proportion de 16 à 17 % de la population est aujourd'hui immunisée contre le virus. On trouve des foyers épidémiques dans la plupart des secteurs, et les modèles épidémiologiques alertent sur le fait que sans une stratégie efficace, 30 % de la population pourrait être infectée par ce virus.

Pour l'ensemble de ces sujets, l'enjeu réside sans doute dans la communication des messages de prévention ?

Oui, il nous faut changer de méthode en matière de prévention et de promotion de la santé. L'idée c'est de sortir de la logique d'injonctions de la part de celui qui est censé savoir. Je veux privilégier la coconstruction de solutions adaptées avec les populations concernées, et donc leur fournir des outils de production de la connaissance face à ces problématiques et des outils d'analyse des causes. L'objectif étant d'impliquer autant que possible la population, nous devons trouver la bonne échelle d'intervention territoriale, l'espace le plus pertinent d'action en santé publique. Cela pourra donc varier, mais je voudrais privilégier le niveau des communes et mobiliser les contrats locaux de santé.

Comment procéderez-vous ?

Je suis avant tout un enseignant-chercheur avec un goût pour l'action et le résultat. Ma position est celle de quelqu'un qui questionne, qui critique et qui n'accepte pas le monde tel qu'il se donne à voir à première vue. Je veux discuter les a priori de l'ordre établi. J'ai participé par exemple au développement d'un Executive MBA au sein de l'École des hautes études en santé publique (EHESP) et nous passons notre temps à comparer les approches de plusieurs pays quant aux sujets de santé et cette posture était très utile pour trouver des solutions concrètes aux problèmes.

La méthode, si je pouvais résumer, ce serait : élaborer un diagnostic partagé pour une action concertée. C'est, je crois, ce changement de méthode de travail qui sera la clé pour le territoire.

PUBLI-COMMUNIQUÉ

Société à Mission : Transmettre le patrimoine bâti traditionnel aux jeunes générations

En associant les acteurs éducatifs, les institutions, les détenteurs de savoirs et les élèves, le CESECE Guyane et le Lycée polyvalent des métiers du bâtiment Georges Othily démontrent que la préservation du patrimoine dépasse le simple devoir de mémoire. Elle constitue également un projet d'avenir, favorisant la cohésion sociale, la citoyenneté et le développement du territoire.

À l'origine de cette démarche, un constat préoccupant : de nombreux détenteurs de savoirs vernaculaires disparaissent sans avoir pu transmettre leurs connaissances. Face à cette urgence patrimoniale, le partenariat avec le lycée Georges Othily s'est imposé naturellement. Établissement de référence dans les métiers du bâtiment, il forme les professionnels de demain et représente un lien privilégié entre les techniques traditionnelles et les compétences contemporaines.

Une nouvelle étape est ainsi franchie dans la valorisation du patrimoine guyanais. À l'occasion de la signature de la convention de partenariat, les deux institutions ont réaffirmé une ambition commune : faire de la jeunesse un acteur essentiel de la transmission des savoir-faire traditionnels et de la préservation de l'identité culturelle guyanaise.

Bien plus qu'un simple accord institutionnel, cette convention s'inscrit dans le cadre de l'étude menée par le CESECE Guyane sur la valorisation et la transmission des métiers du patrimoine ainsi que sur la sauvegarde du patrimoine bâti créole, bushinengué et amérindien. Elle vise à rapprocher les jeunes des richesses culturelles de leur territoire et



Ariane Fleurival (présidente du CESECE) et Vincent Martin (proviseur du lycée Georges Othily) ont signé la convention de partenariat

à leur faire découvrir des savoir-faire qui participent à l'histoire de la Guyane. Elle prolonge également les recommandations formulées dans l'étude sur les politiques culturelles en Guyane publiée en 2024, notamment en matière d'inventaire et de réhabilitation du patrimoine bâti.

Pour Ariane Fleurival, présidente du CESECE Guyane, cet engagement répond à une responsabilité collective : préserver un héritage précieux tout en donnant à la jeunesse les moyens d'agir pour son avenir.

Derrière chaque maison traditionnelle, chaque technique de construction et chaque matériau local se trouvent des générations d'expériences, d'adaptation à l'environnement amazonien et de savoirs qu'il est essentiel de sauvegarder.

Comme l'a rappelé Monique Elfort, présidente de la Commission culture et patrimoine du CESECE Guyane, ce projet vise à prolonger sur le terrain la réflexion engagée par l'institution. Il permettra aux élèves de rencontrer des sachants, des artisans et des acteurs du patrimoine afin de découvrir la richesse des constructions traditionnelles qui témoignent de l'histoire et de la diversité culturelle guyanaise.

Un programme ambitieux d'actions pédagogiques

Des visites de terrain seront organisées dans plusieurs territoires, notamment à Papaïchton, Maripasoula, Cayenne et Kourou. Les élèves participeront également à des conférences, des projections-débats, des rencontres avec des détenteurs de savoirs traditionnels ainsi qu'à des temps de restitution destinés à partager leurs découvertes avec d'autres jeunes du territoire.

Des lycéens « ambassadeurs du patrimoine guyanais »

L'originalité du projet repose sur la place centrale accordée aux lycéens. Ils ne seront pas de simples bénéficiaires mais de véritables acteurs du dispositif. Comme l'a présenté le proviseur du lycée, Vincent Martin, ils deviendront des « ambassadeurs du patrimoine guyanais », l'un des piliers de la convention. Ils seront amenés à recueillir des

témoignages, valoriser les connaissances acquises et sensibiliser leurs camarades à l'importance de préserver le patrimoine bâti traditionnel.

À travers leurs restitutions, leurs échanges avec d'autres établissements et leur implication dans les actions de sensibilisation, ils contribueront à faire connaître des savoir-faire aujourd'hui fragilisés. Leur regard, leur curiosité et leur capacité à mobiliser leurs pairs constitueront des atouts majeurs pour assurer la transmission et la visibilité de ce patrimoine.

Au-delà de sa dimension culturelle, cette initiative ouvre également des perspectives en matière de formation et d'emploi. Les métiers liés à la restauration du patrimoine, à l'écoconstruction, à l'utilisation des matériaux locaux et aux techniques vernaculaires représentent des secteurs porteurs d'innovation et de développement durable. En découvrant ces filières, les jeunes pourront envisager de nouvelles opportunités professionnelles tout en contribuant à la préservation de l'identité guyanaise.



De gauche à droite : Cindy Pollux (conseillère du CESECE Guyane), Vincent Martin (proviseur du LP Georges Othily), Ariane Fleurival (présidente du CESECE Guyane), Alain Sedelot (inspecteur académique inspection pédagogique régionale, établissement et vie scolaire), Monique Elfort (présidence de la commission Culture et Patrimoine), Christian Dorvilma (5^e VP du CESECE Guyane délégué à la Culture)

Dossier préparé par Marthe Panelle-Karam

CESECE GUYANE

Pôle Présidence/Direction

1 Place Théodore Héder - BP 47025 - 97307 Cayenne Cedex

0594 289 604/0594 300 600

www.cesece-guyane.fr

marthe.panelle-karam@ctguyane.fr

Retrouvez notre actualité

sur les réseaux sociaux



LES VILLAS DE MARIE-GALANTE

Bienvenue aux villas Coccoloba & Jacaranda

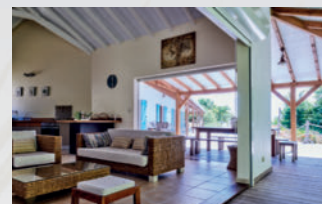
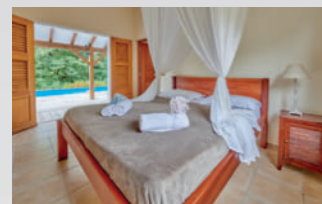
Nous avons à cœur de vous proposer des villas offrant de superbes prestations à Marie Galante. Une des rares îles de la Caraïbe à conserver un charme authentique, préservé et intime. Sur un grand terrain de 7000 m2 vue mer, chaque villa est indépendante et dotée d'une capacité d'accueil de 8 personnes, d'un grand jardin paysager et d'une piscine privée. Les villas Coccoloba et Jacaranda se trouvent à 250 mètres de la plage calme et protégée de Petite Anse, lagon paradisiaque idéal pour les familles avec enfants.



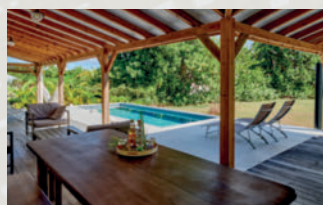
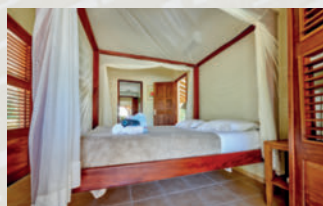
Capesterre



Coccoloba



Jacaranda



Réservez dès à présent sur :

www.villamariegalante.com

Tél.: 0690 42 10 01 / 590 690 421 001

contact@villamariegalante.com



ET SI...

*on (se) formait pour
(se) transformer ?*

Aménager le territoire, ce n'est plus seulement couler du béton, tracer des routes ou dessiner des zones d'activités. Aujourd'hui, face aux urgences climatiques, sociétales et économiques, aménager signifie anticiper, réparer et réinventer. Mais comment transformer nos espaces de vie si nous ne transformons pas d'abord notre manière de les penser ?

Réseaux

UN PARTENAIRE DE CONFIANCE... EN TOUTES CIRCONSTANCES !

Contribuer à renforcer l'inclusion numérique et accompagner la transformation digitale des territoires, voici la feuille de route de Thierry Marigny, nouveau directeur **Orange Antilles Guyane**. Entretien.

Texte Anne de Tarragon – Photo Lou Denim



Thierry Marigny, directeur Orange Antilles Guyane

Quel est votre parcours ?

J'ai occupé diverses fonctions opérationnelles et stratégiques, dans le secteur des télécommunications, en France et à l'international. De 2023 à aujourd'hui, j'ai été le directeur d'Orange Grand Nord-Est dans l'Hexagone. De 2018 à 2023, j'ai travaillé au développement du groupe Orange dans la zone Afrique et Moyen-Orient, en tant que CEO d'Orange Jordanie et d'Orange Tunisie. Auparavant, j'ai travaillé au Sénégal, au Liban, en Belgique et exercé de nombreuses responsabilités au sein du groupe Orange, du marketing mobile au développement de la marque. Mon parcours m'a permis de développer une expertise en déploiement de réseaux, en gestion de projets innovants et en adaptation des stratégies aux spécificités locales. Aujourd'hui, je suis honoré de diriger les opérations d'Orange aux Antilles-Guyane.

Quelle est votre feuille de route pour Orange Antilles-Guyane ?

L'ambition d'Orange est d'être le partenaire de confiance de la vie numérique de tous. Pour les Antilles-Guyane, notre priorité est d'accroître la couverture et la qualité de nos réseaux, notamment en déployant la fibre optique et la 5G pour garantir à tous un accès au très haut débit. Orange a déjà déployé la majorité des prises FTTH sur nos territoires. Nous allons poursuivre, y compris dans les zones difficiles. Orange est également leader sur le mobile dans nos territoires, pour la septième fois consécutive, comme le confirment les résultats de l'enquête annuelle de l'ARCEP sur la qualité des services mobiles. Notre ambition est de conserver ce leadership.

Nous souhaitons également renforcer la résilience de nos infrastructures face aux aléas climatiques, tout en développant des services innovants pour répondre aux besoins locaux. Enfin, nous continuerons à promouvoir l'inclusion numérique en facilitant l'accès aux outils numériques pour tous les habitants des Antilles et de la Guyane, notamment dans les zones rurales et isolées. Bref, continuer à faire d'Orange un acteur incontournable dans chacun des territoires.

Quels sont les défis numériques spécifiques à nos territoires ?

Les territoires ultramarins font face à plusieurs défis : l'insularité qui complique le déploiement des infrastructures, la topographie variée qui nécessite des

solutions adaptées, les risques climatiques fréquents qui peuvent fragiliser les réseaux. Nous investissons dans des infrastructures robustes, conçues pour résister aux intempéries. Cela passe par des solutions de redondance (plusieurs chemins de connexion) et de diversification des technologies (fibre, satellite, radio) pour garantir une couverture même en cas de catastrophe. La collaboration avec les autorités, les acteurs locaux et collectivités est également essentielle pour assurer une stratégie cohérente et efficace, en phase avec les besoins des populations. Enfin, il faut aussi relever le défi de l'inclusion numérique pour réduire la fracture territoriale et garantir à tous un accès équitable aux services numériques.

Quelle place pour l'innovation ?

L'innovation est au cœur de notre stratégie et toujours au service de nos clients, de la société et de la planète. Notre portefeuille de plus de 11 000 brevets, fait d'Orange le premier opérateur européen dans la recherche. Nous investissons dans des technologies de pointe, comme la cybersécurité, le cloud de confiance et l'intelligence artificielle, pour offrir des services toujours plus performants et adaptés aux enjeux locaux. Nous souhaitons également expérimenter des solutions innovantes pour améliorer la résilience et la durabilité de nos réseaux, tout en facilitant l'accès aux services numériques pour tous. L'innovation d'Orange peut permettre aux Antilles et à la Guyane d'accéder à des services numériques innovants tels que la télémédecine, la e-éducation, ou encore la gestion intelligente du tourisme, contribuant ainsi à améliorer la qualité de vie, renforcer l'attractivité économique et favoriser l'inclusion numérique dans la région.

Où en est aujourd'hui la couverture réseau (mobile, fibre) sur les territoires ?

La majorité des zones urbaines est couverte en 4G voire en 5G, et le déploiement de la fibre optique progresse rapidement, notamment dans les zones densément peuplées. Cependant, il reste encore des zones rurales ou isolées à couvrir, où nous concentrons nos efforts. Nos priorités sont d'étendre la couverture en fibre optique pour atteindre un maximum de foyers et d'entreprises, tout en renforçant la résilience des réseaux face aux risques climatiques. Nous souhaitons également accélérer le déploiement de la 5G pour accompagner la transformation numérique des territoires et favoriser l'innovation locale.

Développement

« FAIRE DE LA GUYANE UN TERRITOIRE D'EXCELLENCE NUMÉRIQUE ! »

Connecter les territoires, développer les usages et faire émerger des solutions adaptées aux réalités locales, pour Marie-Lucienne Rattier, présidente directrice générale de la **Société publique locale pour l'aménagement numérique de la Guyane (SPLANG)**, le numérique est un levier d'égalité, d'innovation et de développement pour la Guyane.

Texte Sandrine Chopot



©PARKER STUDIO

Marie-Lucienne Rattier, présidente directrice générale de SPLANG

La souveraineté numérique est un enjeu majeur pour les territoires. Que signifie-t-elle concrètement pour la Guyane ?

Pour la Guyane, la souveraineté numérique consiste d'abord à maîtriser nos infrastructures afin de répondre aux besoins spécifiques du territoire. Cela passe par des projets structurants qui permettent à chaque Guyanais, où qu'il vive, d'accéder à des services numériques fiables et performants. Mais elle ne se limite pas à la technologie. Elle implique aussi le développement des compétences locales et la création de solutions adaptées à nos réalités. Les communes de l'intérieur n'ont pas les mêmes contraintes que le littoral. Notre rôle est donc d'imaginer des réponses innovantes qui tiennent compte de ces particularités.

Le numérique, un levier pour réduire ces fractures territoriales ?

Depuis la crise sanitaire, nous avons tous pris conscience que le numérique est devenu un véritable outil d'égalité territoriale. Lorsqu'il est accessible partout, il rapproche les citoyens, même dans les zones les plus isolées.

L'enjeu est de garantir un accès équitable à la connectivité tout en développant des usages utiles au quotidien. Grâce au très haut débit satellitaire, il est aujourd'hui possible de bénéficier de téléconsultations médicales, d'enseignement à distance, d'effectuer des démarches administratives en ligne ou encore de télétravailler.

Pour les communes de l'intérieur, la SPLANG propose notamment une offre d'accès internet haut débit par satellite à partir de 29,99 €/mois. Le défi reste désormais de mieux faire connaître ces dispositifs afin que chacun puisse s'en saisir.

Comment le numérique transforme-t-il le quotidien des Guyanais ?

Les changements sont visibles dans de nombreux domaines. Dans l'éducation, les outils numériques facilitent l'accès aux ressources pédagogiques et contribuent à réduire certaines inégalités géographiques. Dans la santé, la télémédecine apporte des réponses concrètes aux habitants des communes isolées. Avant d'envisager un déplacement coûteux ou une évacuation sanitaire, un premier échange avec un professionnel peut désormais se faire à distance.

Sur le plan économique, le numérique favorise également le télétravail, l'entrepreneuriat et l'émergence de nouvelles activités. Il ouvre des perspectives qui étaient beaucoup plus limitées il y a encore quelques années.

Comment la SPLANG participe-t-elle à cette souveraineté numérique ?

La SPLANG est le bras armé de la CTG en matière

d'aménagement numérique. Nous accompagnons les collectivités dans le déploiement et la modernisation des infrastructures sur l'ensemble du territoire.

Parmi les projets majeurs figure le câble sous-marin Lum@link, relié à Fortaleza, qui vise à renforcer la connectivité de la Guyane, sécuriser les flux numériques et anticiper la fin du câble Americas II.

La SPLANG accompagne les collectivités et les services de l'État dans la définition de leurs stratégies numériques. La future feuille de route numérique de la Guyane s'inscrit pleinement dans cette dynamique.

Quelle Guyane souhaitez-vous construire grâce au numérique ?

Notre ambition est claire : faire de la Guyane un territoire d'excellence numérique. Je souhaite une Guyane où le numérique est un outil d'émancipation et de développement humain.

Nous disposons d'une jeunesse dynamique qui peut devenir l'ambassadrice de cette transformation. Il est essentiel qu'elle puisse se former sur le territoire, accéder aux mêmes opportunités qu'ailleurs et participer à la création de solutions innovantes.

Le numérique doit aussi permettre aux entreprises d'innover, de créer de la valeur localement et de développer de nouveaux services. Il doit rapprocher les services publics des citoyens, accélérer la transformation administrative et renforcer l'attractivité économique du territoire.

Il ne s'agit pas seulement de connecter des territoires, mais de permettre à chacun de construire son avenir !

Guyane Smart : connecter les idées aux financements

Le 3 juin dernier, porteurs de projets, startup, banques, collectivités et structures d'accompagnement étaient réunis autour de la 2^e édition de Guyane Smart. Initié par Marie-Lucienne Rattier, conseillère territoriale déléguée au numérique, à la transformation digitale et à l'innovation, présidente de Guyane Développement Innovation, cet événement vise à créer des passerelles concrètes entre innovation et financement. Grâce à des rencontres avec les financeurs, les entrepreneurs ont pu prendre connaissance des dispositifs existants, affiner leurs projets et identifier les leviers pour passer à l'action.

LES SENTINELLES DU TERRITOIRE

L'ORGANISATION D'UN TERRITOIRE AUTONOME REPOSE SUR PLUSIEURS STRATES COMPLÉMENTAIRES. AUX CÔTÉS DES INSTITUTIONS ET INFRASTRUCTURES EMBLÉMATIQUES — HÔPITAUX, TRANSPORTS PUBLICS, AÉROPORT, PORT, MARINA, POMPIERS... —, DES ORGANISATIONS PLUS DISCRÈTES CONCOURENT, ELLES AUSSI, À L'ÉQUILIBRE DE NOS VIES ET DE NOS SOCIÉTÉS. ZOOM SUR 3 DISPOSITIFS, ACTIFS SUR NOS TERRITOIRES, QUI SE RÉVÈLENT DÉTERMINANTS DANS LA LUTTE CONTRE L'ORPAILLAGE, LA VEILLE DES MOUVEMENTS DE LA TERRE ET NOTRE CAPACITÉ À ÉTABLIR DES COMMUNICATIONS EN CAS DE CATASTROPHES NATURELLES.







SCÉNARIO CATASTROPHE

Texte Floriane Jean-Gilles

Exercice CARAÏBES-26

Mardi 2 juin 2026, un cyclone de catégorie 4 vient de balayer l'arc antillais. À la sortie du confinement, le stade 5 du plan « Cat Nat » est enclenché sur le site de la Belle Créole, à Saint-Martin. Les secours viennent de débarquer sur la zone à la recherche de victimes. Les militaires, accompagnés des membres du service territorial d'incendie et de secours (STIS), sont déployés sur le terrain pour organiser l'évacuation des blessés. Au préalable, plusieurs opérations sont menées de front : triage des blessés, dégagement des victimes des décombres et préparation du terrain pour accueillir l'hélicoptère chargé de l'évacuation sanitaire. Les opérations de dégagement du terrain sont réalisées par des personnels du régiment du service militaire adapté (RSMA). Dans le cadre de la coopération régionale et internationale, la Colombie a dépêché une section de sapeurs spécialisés dans les recherches en milieu effondré, tandis que les Pays-Bas assurent un appui maritime.

Sur le site de Happy Bay, le dispositif d'aides aux sinistrés se met, lui aussi, en place. Le poste médical avancé (PMA) est opérationnel, prêt à accueillir militaires et blessés à la demande des autorités civiles, pour une prise en charge médicale d'urgence. Sur place, des équipes de la plateforme interrégionale pour les

Amériques et les Caraïbes (PIRAC) de la Croix-Rouge assurent la distribution des biens de première nécessité. Les blessés et sinistrés se compteront bientôt par milliers. Plus loin, dans une zone dédiée, des modules sont également installés pour accueillir les corps des victimes de la catastrophe.

Ce scénario est celui de l'exercice grandeur nature, baptisé CARAÏBE, organisé, tous les deux ans, par les Forces armées aux Antilles (FFA). Cette année, l'opération CARAÏBES-26, qui s'est déroulée du 17 mai au 4 juin, a réuni 2 000 participants, civils et militaires originaires de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de la Barbade, du Brésil, de la Colombie, des Pays-Bas, de la République dominicaine et de Trinidad-et-Tobago. Cet exercice interarmées, interministériel et interalliés, divisé en 3 séquences (la première en Martinique et en Guadeloupe ; la deuxième à Marie-Galante et la dernière à Saint-Martin), permet de travailler différentes phases de la gestion de crise à la suite d'une catastrophe naturelle.

Cyclone, tremblement de terre, pollution, épidémie... D'autres crises menacent nos côtes. Nous sommes allés à la rencontre de ceux qui œuvrent en coulisses pour préparer le pire. Reportages auprès des sentinelles du territoire.

LES RADIOAMATEURS DE GUADELOUPE

À L'HEURE DU TOUT NUMÉRIQUE ET DES RÉSEAUX SATELLITES, LES RADIOAMATEURS DE GUADELOUPE NOUS RAPPELLENT QU'EN CAS DE CRISE MAJEURE, LA VÉRITABLE SÉCURITÉ RÉSIDE DANS LA SIMPLICITÉ ET L'AUTONOMIE. BÉNÉVOLES PASSIONNÉS, ILS SONT BRANCHÉS SUR BATTERIE, PRÊTS À TRANSMETTRE.



“*When all else fails, ham radio works !*”, littéralement : « Quand tout le reste échoue, l'opérateur radioamateur fonctionne ». Cette devise est devenue universelle dans la famille des radioamateurs, à la suite des attentats du 11 septembre 2001. L'article intitulé 9/11/01 : “*This is Not a Test*”, publié par la *American Radio Relay League* (ARRL) dans leur revue de référence (*QST*), en novembre 2001, est fascinant. Quelques minutes après le premier impact sur la tour nord du World Trade Center, « les lignes téléphoniques étaient saturées et les réseaux mobiles submergés. Le chaos

régnait ». « Dans les heures qui ont suivi l'attentat, les téléphones fixes, les téléphones portables, les bipeurs et autres appareils sans fil ont été rendus inutilisables. Dans un rayon allant jusqu'à 80 kilomètres (50 miles), il était difficile d'obtenir une tonalité, et le service internet était intermittent », lit-on dans l'article. Plus de 500 radioamateurs se sont alors mobilisés à New York, à Washington et en Pennsylvanie pour restaurer la communication et assurer les liaisons entre les services d'urgence.

Transmettre la culture du risque

Ce terrible scénario du 11 septembre 2001, où la technologie la plus moderne s'effondre en quelques minutes, est précisément au cœur de la démarche de Gaël Musquet, alias F4HXS. Coprésident du Radio club de Guadeloupe, il pilote l'exercice annuel *Caribe Wave*, le plus grand exercice de simulation de tsunami au monde. Il raconte : « Les Nations Unies se sont rendu compte, après le tsunami d'Asie du Sud-Est en 2004, le séisme en Haïti en 2010, les séismes au Japon, au Chili et en Nouvelle-Zélande en 2011, qu'une crise locale pouvait avoir une portée internationale. Donc, à travers le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNDRR), l'UNESCO a décidé de créer une série d'exercices dès 2010-2011, sur les 4 zones océaniques. Depuis maintenant 16 ans, tous les ans, au mois de mars, cet exercice a lieu. Les 48 États et territoires de la zone Caraïbe sont invités à y participer. Cette année, c'était le 19 mars. Malheureusement, à cause des élections municipales, ni la Guadeloupe ni la Martinique n'ont participé à l'exercice. Or, on parle d'une crise qui, si on n'était pas prêt, pourrait tuer 500 000 personnes dans la Caraïbe. Ces risques majeurs sont certes très rares, mais extrêmement destructeurs. C'est ce qu'on appelle les « HILP », *High Impact Low Probability* (les risques à fort impact mais faible probabilité). »

Communiquer sans fil ni réseau

Face aux monstres climatiques qui menacent les Antilles et la Guyane, la radio demeure donc le moyen le plus sûr de communiquer, le seul qui résiste à la destruction des infrastructures. Les radioamateurs sont habilités par l'État pour gérer les transmissions et les échanges entre le ministère de l'Intérieur et les préfetures, par exemple. Bertrand Demarcq, président du Radio club de Guadeloupe, indicatif FG80J, radioamateur depuis bientôt 40 ans, se souvient : « C'est une mission qui existe depuis toujours, déjà à l'époque du cyclone Hugo, qui rappelle de tristes souvenirs à beaucoup de Guadeloupéens. À cette époque-là, j'étais étudiant en France. J'ai fait partie des radioamateurs qui ont réceptionné les messages du préfet via les radioamateurs de Basse-Terre et refaxé les informations auprès du ministère de l'Intérieur. » Les radioamateurs sont donc des relais essentiels en cas de crise majeure. « Tous les radioamateurs peuvent jouer un rôle en cas de crise, surtout quand ils sont affiliés et/ou membres d'associations reconnues de sécurité civile ou des réserves communales », souligne Gaël Musquet. La réponse en local est essentielle. « Les radioamateurs sont en capacité de rétablir des communications d'urgence, y compris entre les îles, détaille Bertrand Demarcq. Nous avons expérimenté des ponts Wi-Fi entre Saint-François et La Désirade et entre Saint-François et Marie-Galante, par exemple (il s'agit de réseaux Wi-Fi radioamateurs autonomes : du Wi-Fi longue distance propulsé par leurs propres antennes, totalement déconnecté des opérateurs,

N.D.R.L.) Nous avons les moyens de communiquer sans électricité et sans internet, puisqu'on passe par les ondes radios. En tant que radioamateurs, nous avons accès à plus d'une vingtaine de bandes de fréquences sur tout le spectre radioélectrique. On est vraiment les seuls à pouvoir faire ça. C'est-à-dire que même l'armée ne dispose pas d'autant de bandes de fréquences que nous. » Au fil des années, le matériel du radioamateur s'est perfectionné, il s'est miniaturisé aussi, devenant plus mobile : micro-ordinateurs de la taille d'une carte de crédit, comme le Raspberry Pi, amplificateurs, radio... Edgar « Eddy » Jacob, alias FG5GH, membre de l'ADRASEC (Association départementale des radio amateurs au service de la sécurité civile) de Guadeloupe, confirme : « Nous avons le matériel nécessaire, dans nos voitures, pour monter une antenne en quelques minutes, et nous brancher sur la batterie du véhicule. L'année dernière, lors du passage d'un cyclone à La Désirade, j'ai monté une station à Pointe-à-Pitre, avec un autre radioamateur, tandis qu'une seconde station avait été installée à Basse-Terre. »

De la « Low-Tech » et des SMS par ondes radio

Les modes de transmission ont également évolué, du morse à la voix, le mode JS8 (Jordan Sherer 8) permet, lui, d'échanger des messages texte à très longue portée. C'est d'ailleurs ce mode de transmission qu'utilise Gaël Musquet lors des exercices *Caribe Wave* : « C'est un mode qui ne peut être généré que par des ordinateurs. Et quand ces ordinateurs sont miniaturisés, basse consommation et peu cher - on est sur des machines qui coûtent quelques dizaines d'euros - ça permet de transmettre très loin du message texte. Donc l'avantage du JS8, c'est qu'on a une messagerie basse consommation, bas débit, mais de très longue portée. C'est donc très intéressant, quand on n'a rien, de pouvoir utiliser ce mode-là. » Mais la technique ne suffit pas, alerte Gaël Musquet : « si on ne maîtrise pas son matériel, ce n'est pas au moment du cyclone qu'on va apprendre à se servir de sa radio, savoir sur qui on peut compter et qui on peut appeler pour fournir de l'eau, piloter un avion ou un bateau, fournir de l'énergie pour alimenter un réfrigérateur servant à stocker des médicaments pour des personnes insulinodépendantes ou assurer une dialyse. C'est en temps de paix qu'il faut penser à cela ». Et Gaël Musquet de conclure : « On peut avoir toutes les nouvelles technologies que l'on veut, on peut avoir 100 % des Guadeloupéens et des Martiniquais qui sont en radioamateurs, si l'alerte ne part pas en temps et en heure, si on n'est pas formés, si on ne s'est pas entraîné, si on n'a pas vécu dans notre chair ce que ça va nous demander d'évacuer les écoles, les universités, les entreprises, les ports, les aéroports, qui sont en zone submersible, nous ne serons pas prêts. » Les exercices sont donc indispensables, c'est à ce prix que s'organise la solidarité.



Ronald Peleya, gardien du Haut-Maroni



Uhmë Aliwaupoe, chef d'équipe des gardiens du Haut-Maroni



Marie-Hélène Aloïke, gardienne du Haut-Maroni

LES GARDIENS DU FLEUVE MARONI

AU CŒUR DU HAUT-MARONI, SUR LES RIVES DU FLEUVE QUI SÉPARE LA GUYANE DU SURINAME, QUATRE JEUNES WAYANA, DU VILLAGE DE TALUEN, VEILLENT SUR LA FORÊT QUI LES A VUS GRANDIR. CARTOGRAPHIE, QUALITÉ DE L'EAU, GRANDE FAUNE : DEPUIS TROIS ANS, ILS TRAQUENT LES EMPREINTES DE L'ORPAILLAGE ILLÉGAL ET DOCUMENTENT LEUR TERRITOIRE. UN TRAVAIL COORDONNÉ PAR LE WWF, ET SOUTENU PAR L'OFB, ET LA FONDATION ANYAMA, QUI FAIT LA FIERTÉ DE TOUT UN VILLAGE.

Texte et photo Karollyne Videira Hubert



Inaki Tajan, gardien du Haut-Maroni



Clément Villien, chargé de programme forêt au WWF Guyane

Taluen, Haut-Maroni, le 9 juin,

Une heure de vol depuis Cayenne jusqu'à Maripasoula, puis près de deux heures de pirogue à remonter le fleuve : le voyage jusqu'au village de Taluen se mérite. Au fil de l'eau défile l'Amazonie, jusqu'à la frontière surinamaïse. Ici vivent ceux que le village appelle déjà ses héros : les gardiens du Haut-Maroni. « Les gardiens, ce sont des habitants du village qui travaillent pour ce projet et qui sont comme des sentinelles, résume Clément Villien, chargé de programme forêt au WWF Guyane. Ils observent leur environnement, collectent des données pour mieux le connaître, et pour qu'elles leur servent, à eux. C'est tout l'esprit du projet : par les populations, pour les populations. » Né il y a trois ans de la rencontre entre les autorités coutumières Wayana et le WWF, le projet emploie quatre jeunes, chacun sur sa mission.



Ronald Peleya traite les clichés pris par le piège photos



Quatre sentinelles, une même forêt

Inaki Tajan, 28 ans, traque la grande faune. Plusieurs fois par mois, il s'enfonce dans la forêt pour relever les pièges photos et vidéos disséminés autour de Taluen. « Une fois par mois, je récupère les données pour repérer quels animaux sont encore présents. Je suis souvent surpris par ce qu'on retrouve. » Et la moisson est spectaculaire : jaguar, puma, tapir, tamanoir, fourmilier géant... Presque tout l'éventail de la faune terrestre amazonienne à seulement quelques kilomètres de leur village !

Ronald Peleya, 22 ans, traque l'orpaillage vu du ciel. Derrière son écran, il scrute les images satellites Sentinel-2 pour repérer les fronts d'orpaillage, anciens et nouveaux, et mesurer la déforestation, en lien avec le Parc amazonien de Guyane. Mais au-delà de la technique, c'est une colère sourde qui l'anime. « L'orpaillage illégal, c'est comme une injustice. Ils sont venus piller la richesse de la Guyane. Ça détruit l'environnement et crée beaucoup de problèmes pour les populations, qui vivent de la pêche, de la chasse, des remèdes traditionnels. »

Marie-Hélène Aloike, 27 ans, ausculte le fleuve. Une fois par mois, deux jours durant, elle prélève l'eau et mesure sa turbidité. « Grâce à ce suivi, on mesure la qualité de l'eau, ce qui permet de repérer les pics liés à l'orpaillage illégal. Malheureusement, quand on compare, les chiffres sont alarmants. Car cette eau alimente les familles du village, et les poissons qu'elles pêchent sont contaminés au mercure », détaille la jeune femme, l'une des rares à tenir ce poste de terrain.

Uhmë Aliwaupœ, lui, coordonne l'ensemble. Chef d'orchestre de l'équipe, il tient les fils des trois missions, veille à la régularité des relevés et fait le lien avec le WWF. « Notre travail porte sur trois aspects : la qualité de l'eau, la déforestation et la faune, résume-t-il. À chaque fois, l'idée est de localiser les impacts de l'activité minière illégale. »



Une boîte à outils, un cadre strict

Pièges photos, turbidimètres, logiciels de cartographie : les gardiens manient un arsenal scientifique, encadrés sur mesure. « Les formations se déroulent beaucoup sur le littoral, les gens viennent régulièrement à Cayenne, raconte Laurent Kelle, directeur du WWF Guyane. Pour chaque thème, on a la chance d'avoir des organismes référents. » L'Office de l'eau pour le fleuve, l'Office français de la biodiversité pour le piégeage photo, le Parc amazonien pour la cartographie : chaque salarié est mis en relation avec les experts du domaine. Former des jeunes n'a rien d'un hasard : « Ils ont un accès limité à la formation, et il y a peu d'activité ici. L'objectif, c'est aussi d'apporter une opportunité d'emploi au village », explique Laurent. Reste le danger, qui plane sur chaque mission. « La sécurité est une de nos préoccupations premières, insiste Clément Villien. Ce sont des employés qui produisent de la donnée, pas des gens qui doivent s'interposer. On reste sur de l'observation, jamais d'intervention. »



Marie-Hélène Aloike prélève un échantillon d'eau pour examiner sa turbidité

Tradition et modernité, main dans la main

En septembre 2025, les gardiens ont organisé eux-mêmes une restitution de leurs premiers résultats, entièrement en langue wayana. « Le mot fierté est revenu plusieurs fois, se souvient Laurent Kelle. Les autorités coutumières étaient fières de voir des jeunes s'impliquer sur des sujets innovants, et les jeunes, fiers de le montrer à leur communauté. » L'apprentissage ne va pas à sens unique : « On apprend énormément d'eux, sur le lien entre culture et environnement, sur les contes et légendes, et aussi le Wayana. » En 2024, le projet a déjà reçu le label « *Living With Rivers* », décerné par l'Initiative pour l'Avenir des Grands Fleuves. Le projet est également financé et suivi par la fondation Anyama, qui œuvre à protéger le vivant et à retrouver une cohabitation équilibrée et respectueuse entre la nature et l'humanité. L'enjeu, désormais, c'est le temps. La phase actuelle s'achève fin 2026, et l'attention se porte sur la pérennité du dispositif. « La priorité, c'est que tout ce qui a été construit, les compétences acquises par le village, soit maintenu », souligne Laurent Kelle. L'autre chantier est transfrontalier : sur ce fleuve partagé avec le Suriname, le WWF veut mieux collaborer avec les ONG de l'autre rive, jusqu'à Paramaribo. Reste l'essentiel, ce que trois ans de terrain ont déjà prouvé. « Si on m'avait dit qu'on en serait là il y a huit ans, quand je suis arrivé en Guyane, je ne l'aurais pas cru », raconte Clément Villien. Au-delà des données, ce qu'on veut, c'est faire changer les choses. Et c'est grâce aux gardiens, qui portent eux-mêmes ces messages que ce changement peut arriver. »



Prélèvement d'échantillons d'eau



LES VIGIES DE LA MONTAGNE PELÉE



En contrebas, le radome abrite l'antenne satellite qui permet de recevoir les données de 4 stations (parmi les 40) de Martinique ainsi que les données satellites de toutes les autres stations des Antilles.

À 6 h 03, le matin de notre visite, il y eut un tremblement de terre sous la Montagne Pelée. Magnitude 1,7. Indétectable par la population à St-Pierre comme à Fort-de-France, mais bel et bien visible sur les lignes de couleurs qui défilent sur grand écran à l'accueil de l'Observatoire volcanologique et sismologique de la Martinique (OVSM). « Le premier de cet ordre depuis au moins un mois, un mois et demi », commente Jérôme Vergne, le directeur, tout en balayant du regard ce qui ressemble à une sorte d'électrocardiogramme de la Martinique. L'analyse des données permettra de localiser l'épicentre du séisme : à 0 km de profondeur par rapport au niveau de la mer. « Rien d'alarmant, les deux réservoirs magmatiques enfouies sous la Montagne Pelée sont loin de ce point de géolocalisation », explique, à l'aide d'un schéma, Jérôme Vergne. Entrés dans le vif du sujet, nous allons ensuite visiter cet observatoire et nous laisser subjugué par une vue imprenable sur le versant qui, en 1902, fut dévalé à plus de 300 km/h par une nuée ardente mêlant cendres, gaz et roches. Bref, le panorama est paisible en ce mois de juin 2026, mais la montagne qui nous fait face ne l'a pas toujours été et ne le sera pas toujours. « On sait que le volcan de la Montagne Pelée entrera un jour en éruption. Dans 1 an, 10 ans ou 100 ans ? Impossible de le prédire », explique Jérôme Vergne. Tout l'enjeu de surveillance de l'OVSM est de collecter et analyser de nombreuses données pour estimer l'état d'activité du volcan, anticiper un tel événement et donner les bonnes informations pour que la population soit protégée.

24h/24

Lors des conférences et rencontres qu'il anime, le directeur n'échappe jamais à la question de « quand aura lieu la prochaine éruption ? », et aux moues incrédules ou inquiètes qui l'accompagnent depuis que l'activité du volcan s'est intensifiée fin 2025. À la différence de la catastrophe de 1902 où la ville de St-Pierre fut détruite et la population décimée, les protocoles scientifiques assurent aujourd'hui la surveillance du volcan 24h/24, 7j/7. L'architecture même du bâtiment, en cercle, fait qu'on ne quitte pas des yeux « la Pelée », de la salle de réunion au bureau du directeur, tout le monde la voit en grand. C'est volontaire, car même si l'observatoire base ses analyses sur une foule de données scientifiques et modèles informatiques d'alerte, les yeux de l'homme demeurent un des outils clés. D'ailleurs, « lors de l'éruption de 1929, on observait la montagne Pelée en dessinant le contour sur les fenêtres de l'ancien observatoire, pour voir comment le dôme grossissait d'un jour à l'autre, et donc mesurer le volume de magma qui serait expulsé... » relate le directeur. Aujourd'hui encore, cette ligne de relief de la montagne Pelée est tracée au feutre sur les vitres de la salle de réunion. Ce qui permettrait en cas d'éruption d'estimer instantanément la hauteur du panache de cendres expulsées afin d'avertir le Volcanic Ash Advisory Center (mis en place par l'organisation de l'aviation civile internationale), « le tout premier organisme à prévenir avant même la préfecture », explique le directeur.



Unique prototype déployé sur les Antilles, le Ocean Bottom Seismometer permettra de faire des mesures du mouvement du sol à 2000 mètres de profondeur.

Quarante capteurs

Chaque jour, ils sont 11 permanents pour assurer le fonctionnement du nouvel Observatoire inauguré en 2019. Leur mission est double : un rôle de surveillance et aussi un rôle de structure de recherche, accueillant des chercheurs nationaux et internationaux. L'équipe compte ainsi 2 chercheurs, 4 personnes qui vont s'occuper des équipements et mesures scientifiques sur le terrain, 2 personnes spécialistes en informatique, 1 personne chargée de la gestion financière, 2 autres personnes pour entretenir le bâtiment à l'intérieur et à l'extérieur. Ensemble, adossés à la montagne qu'ils surveillent, ils constituent une équipe en première ligne d'un des plus gros risques de catastrophe pour l'île et la population.

Pour accomplir leur mission de sentinelle, une quarantaine de capteurs et dispositifs sont à leur disposition autour de la Pelée et au-delà. Une vingtaine de sismomètres permettent de voir dans le détail comment le sol vibre. Des accéléromètres eux s'attachent à mesurer précisément des mouvements plus forts. Tous les mois, l'équipe prélève également des échantillons d'eau sur cinq ou six sites pour en suivre la composition. "Le suivi de la température, du pH, de la composition de l'eau révèle ainsi ce qu'il se passe sous la montagne Pelée, d'où les gaz sortent et remontent jusqu'aux sources thermales". Et cet été, pendant les grandes vacances, une équipe de Clermont-Ferrand dotée de drones viendra "pour mesurer le magnétisme des roches sur la Pelée et nous renseigner sur la structure des dômes (les 2 sommets vestiges des éruptions de 1902 et 1929)".

La montagne bouge

L'OVSM dispose également de capteurs GPS de grande précision, vissés sur des tiges, qui vont permettre de voir la déformation du sol et notamment si ces capteurs s'éloignent ou se rapprochent les uns des autres, de quelques millimètres ou plusieurs centimètres. S'ils s'éloignent, ça veut dire que la montagne gonfle, un peu comme un ballon de baudruche dans lequel on souffle. "Ainsi on a pu estimer que la distance entre le 2ème refuge et le chinois (le sommet) s'est accrue ces derniers mois d'environ 3 cm. C'est la première fois qu'une déformation est ainsi observée depuis qu'on réalise ces mesures en 2011", cite Jérôme Vergne. Une campagne de mesures sur une vingtaine de sites non permanents est aussi prévue cet été afin de préciser cette déformation à l'échelle de l'ensemble du volcan. Pour mener à bien le déploiement et l'entretien de ces outils de mesure, les équipes vont invariablement être à pied, en 4x4, déposées en hélicoptère et parfois même en bateau. La surveillance de l'activité de la Pelée s'opère en effet aussi depuis la mer. Ne l'oublions pas, c'est bien de la déformation des plaques tectoniques que naissent les volcans et qu'ont émergé la totalité des îles de la Caraïbe. « Pour nos explorations, nous utilisons des drones sous-marins et nous allons tester en juillet un sismomètre sous-marin unique en son genre dans les Antilles, capable de réaliser des mesures à 2 000 m de profondeur ». Cette continuité volcan / océan se matérialise aussi sur quelques sites où, près du littoral, des bulles de CO₂ sont relâchées et sont observables par quiconque s'aventure avec masque et tuba. « Avec le soutien de plongeurs du parc naturel marin de Martinique, nous captions et analysons aussi régulièrement ce gaz. »



Régulièrement le gaz qui s'échappe du fond de la mer est capté et analysé en laboratoire.

Captiver le public

Tout au long de l'année, l'ensemble de ces travaux permet de collecter les données, prévoir les scénarios et travailler avec les autorités à l'amélioration du plan ORSEC* Volcan,, mais échoue sans doute encore à



Avant de prendre la tête de l'Observatoire volcanologique et sismologique de la Martinique il y a deux ans, Jérôme Vergne était en charge du réseau sismologique français à Strasbourg.

donner la juste mesure au grand public de ce qui se joue ici en bout de route, à 3 km de Fonds St-Denis, entourés de quelques moutons et quelques vaches. Comme souvent en matière de sciences, la diffusion de certaines données, tel chaque semaine le nombre de secousses (plus de 10 000 entre fin août et fin octobre 2025), est difficile à intégrer pour mesurer réellement la réalité d'une situation. Conscient de ce biais, Jérôme Vergne recrute dans son équipe à partir de juillet une médiatrice scientifique dont l'une des missions pourra être d'améliorer cette diffusion des données scientifiques vers le grand public. L'intérêt de la population est déjà palpable à en croire les quelques 200 personnes qui ont visité l'observatoire à l'initiative d'Esteban MARTIN, étudiant en Politiques de la Terre (Sciences Po et IPGP) et stagiaire à l'OVSM pendant 7 mois. Cette année, deux étudiantes de L3 SVT Écologie Environnement, Mya Essalhi et Julie Guélin ont, par ailleurs, mené une étude auprès de nombreux acteurs caribéens et américains afin d'analyser les raisons de la mauvaise connaissance des comportements à tenir en cas de séisme majeur. Leur mémoire s'accompagnait de la production de deux premières vidéos pour les réseaux sociaux**, sur la surveillance des séismes et des lahars***. Des initiatives qui soulignent l'enjeu de mieux nous saisir des questions de sciences en général et de comprendre en particulier ce qui se joue avec la Montagne Pelée, qui depuis 150 000 ans domine, menace et embellit le ciel de Martinique.

*Organisation de la réponse de sécurité civile

**@Coolamon972

*** Coulées de boue dévastatrices qui menacent régulièrement les habitants du Prêcheur au nord de l'île



Le co-rédacteur en chef, Mathieu Rached, soupèse un sismomètre à l'intérieur duquel un poids de 20 grammes vibre et capte les mouvements du sol.

RIMÉD

By EWAG

DANS VOTRE PROCHAIN NUMÉRO



Octobre Rose, c'est bien plus qu'une campagne !



Comment convaincre nos ados de faire du sport ?



**10 octobre :
journée nationale des dys**



**Ces plantes médicinales
à ne surtout pas confondre...**

PARUTION : SEPTEMBRE 2026

RETROUVEZ-NOUS SUR





Monique Elfort
 Bertrand Parent
 Jeffry Jeanty
 Pancras Zountchegbe
 Tristan Vassaux
 Marie-Lucienne Rattier
 Loïc Rolland
 Christian Moutton
 Klaud-Audrey Léveillé
 Patrice Belgarde
 Karine Cresson-Ibris
 Carole Foulard
 Thibault Reversé
 Ariane Fleurival
 Vincent Martin
 Monique Elfort

LES YEUX DU MÉDIA

Bertrand Parent
 Jeffry Jeanty
 Pancras Zountchegbe
 Tristan Vassaux
 Marie-Lucienne Rattier
 Loïc Rolland
 Christian Moutton
 Klaud-Audrey Léveillé
 Patrice Belgarde
 Karine Cresson-Ibris
 Carole Foulard
 Thibault Reversé
 Ariane Fleurival
 Vincent Martin
 Monique Elfort

L'ANNONCE EST PARTOUT SUR MON FIL INSTAGRAM ET LINKEDIN : SHIRLEY BILLOT VIENT D'ÊTRE NOMMÉE VICE-PRÉSIDENTE DU CESE*. JE L'APPELLE LE 26 MAI, RDV EST PRIS POUR UNE INTERVIEW TROIS JOURS PLUS TARD. BIEN QUE JE SOIS DE PASSAGE À PARIS CETTE SEMAINE-LÀ, C'EST EN VISIO QUE SE DÉROULE L'ENTRETIEN. SA CAMÉRA EST ÉTEINTE. IL EST 8 H 30.

**Conseil Économique Social et Environnemental*

« Je n'ai que deux modes : on et off »

Propos recueillis par Floriane Jean-Gilles - Photo Aubane Nesty

Quelle est la chose que les gens comprennent le moins sur vous ?

Je suis neurodivergente et j'ai souvent été incomprise, surtout à l'école. J'ai appris à me canaliser, ma pensée est extrêmement envahissante. J'ai toujours fait plusieurs choses en même temps et, aujourd'hui, dans ma boîte, je peux faire ce que je veux parce qu'en fait j'aime tous les sujets. C'est vraiment ma force : je suis compétente dans tous les sujets de ma société. Je gère la recherche, l'ingrédient, les produits finis, l'industrie et les outils technologiques. Je peux tout faire, c'est juste que je n'ai pas assez de temps. Je fais même de l'IA, je viens de finir un diplôme au MIT, en IA et *data science*. J'y ai passé tous mes week-ends pendant six mois, donc je n'ai eu aucun temps mort... Mais j'aime tellement apprendre et puis, comme j'ai tout le temps besoin de m'occuper, en réalité, ce rythme me va. C'est soit je suis à fond, soit je dors... Même si je dors très peu la nuit, ça aussi les gens ont du mal à le comprendre. Je dors 3 heures ou 4 heures par nuit, quand je dors bien ! En fait, je n'ai que deux modes : *on* et *off* (rires).

Que faites-vous la nuit quand vous ne dormez pas ?

La nuit, je suis dans l'absorption de données. Je lis des études scientifiques, j'analyse la donnée. Je travaille différemment. Je prends le temps sur des sujets importants, car je ne suis pas dérangée. Quand c'est trop fort, je suis obligée de me lever pour aller travailler sur mon ordinateur, mais ça, j'essaye de moins le faire...

À quoi ressemble concrètement une journée de dirigeante quand on doit être à la fois scientifique, entrepreneure, communicante, ambassadrice et maintenant vice-présidente du CESE ?

C'est la folie ! Aucune journée ne se ressemble vraiment. Typiquement hier (*jeudi 28 mai, N.D.L.R.*), j'ai commencé la journée en travaillant sur des dossiers de R&D, je cherchais des analyses qu'on avait faites sur des ingrédients. À midi, je déjeunais à l'Élysée. L'après-midi, j'ai

enchaîné les entretiens avec les banques pour le financement de mon usine et de 18 heures à 22 heures, j'animais un événement dans un point de vente à Paris. Le CESE s'est ajouté et, heureusement, est arrivé au moment où je terminais le MIT ! Les 15 premiers jours ont été très intenses, j'ai beaucoup travaillé. Il a fallu encaisser cette responsabilité, ses enjeux et la visibilité qu'elle engendre, alors que je n'aime pas être mise en avant. Je me laisse de temps d'être opérationnelle dans les mois qui viennent.

Nous sommes en 2031, fin de votre mandature en tant que vice-présidente du CESE, qu'aimeriez-vous qu'on retienne de votre passage ?

J'aimerais qu'on se dise que j'ai contribué à rapprocher des mondes qui ne dialoguent pas forcément beaucoup : l'Outre-mer et la France hexagonale, l'entreprise et les citoyens. J'aimerais vraiment contribuer à faire entendre des voix qui ne sont pas toujours au centre de la décision publique et que les résultats soient mesurables. Je suis entrepreneure donc je fonctionne toujours en ROI (*retour sur investissement, N.D.L.R.*). J'aimerais qu'après moi, cette vice-présidence ultramarine devienne une évidence parce que nous sommes indispensables dans la vision de la société civile.

En quoi le fait d'être une entrepreneure issue de la Caraïbe influence-t-il votre manière de diriger et d'innover ?

En fait, ce n'est pas forcément parce qu'on est issu de la Caraïbe qu'on va diriger d'une façon particulière. Il y en a plein qui en sont originaires mais qui vivent dans l'Hexagone et qui dirigent à la française. Ma particularité, c'est que j'ai grandi et, surtout, je travaille en Guadeloupe et en Martinique depuis 20 ans, et c'est ça qui change la donne. Quand je travaillais dans l'Hexagone ou ailleurs, on attendait de moi que je bosse et c'est tout. Mais quand on dirige aux Antilles, on doit mettre le curseur sur le relationnel. Il faut s'intéresser

aux gens. C'est une très bonne leçon de vie qui fait de moi une meilleure dirigeante.

Avez-vous le sentiment qu'il faut encore « surperformer » quand on vient des territoires ultramarins ?

À double titre : en tant que femme et en tant qu'îlienne. On est tout le temps obligés d'être meilleurs, et ça ne suffit pas. On est tout le temps obligés de se suradapter, et ça ne suffit pas. En fait, on se demande parfois ce qu'il faut faire. SHB BIOTECH est la seule entreprise ultramarine à avoir réussi l'appel à projet « Première usine », de France 2030. La seule entreprise ! Est-ce que j'ai un traitement différent ? Non. Est-ce qu'on s'est rendu compte, en Martinique, de l'exploit que c'était ? Non. Aujourd'hui, le monde économique local ne sait pas soutenir l'innovation parce que c'est risqué, parce qu'il ne la comprend pas, parce que ce ne sont pas des schémas habituels. Alors, même si les choses évoluent, oui il faut tout le temps démontrer davantage. Mais ça ne me freine pas, au contraire, ça me donne la niaque.

Parlez-moi de ce projet de plateforme technologique porté par SHB BIOTECH et lauréat de l'appel à projet « Première usine », de France 2030.

Ce projet entend faire émerger une nouvelle génération d'ingrédients en utilisant des technologies d'extraction durable couplées à de l'intelligence artificielle. Notre ambition est de bâtir, début 2028, la première usine de ce genre en Martinique. Notre modèle ne génère presque aucun déchet. Nos propres coproduits sont valorisables, selon le principe de l'éco-extraction. Les ingrédients que nous produisons auront diverses applications : santé, beauté, nutraceutique*, alimentaire...

Au début de Kadalys, quelle a été la réaction la plus sceptique que vous ayez reçue ?

« Si la banane était intéressante, L'Oréal l'aurait déjà fait ! » C'est une personne de la filière banane qui m'a dit ça. Beaucoup pensaient que la banane était un fruit trop banal pour devenir une innovation. Et aujourd'hui, on a des brevets, des questions scientifiques et un développement qui montre qu'il faut parfois regarder différemment ce qui semble banal ou ordinaire. À la base, on fait de la recherche, on a lancé la marque Kadalys comme un démonstrateur, parce que personne ne croyait en nos ingrédients. Il a fallu prouver qu'ils

avaient une valeur ajoutée. 15 ans plus tard, la banane est devenue un ingrédient tendance dans la beauté.

Quelle rencontre ou expérience a le plus changé votre vision du leadership ?

J'ai appris le leadership dans les cultures anglo-saxonnes. En 2020, à la Silicon Valley, en me rendant au congrès où j'étais *speaker*, j'ai rencontré un participant d'origine Érythréenne avec qui nous avons beaucoup parlé de l'Afrique de l'Est (je suis née à Djibouti). Une fois arrivée à l'événement, on est venu me dire : « Est-ce que tu as pris sa carte ? Tu vas retourner le voir et prendre sa carte, car cette personne peut changer ta vie ! ». Il s'agissait du vice-président mondial de la recherche chez Johnson & Johnson, c'était l'invité d'honneur du congrès ! Je suis ensuite rentrée dans son accélérateur. J'ai découvert la puissance des réseaux noirs américains, c'est quelque chose qui nous manque.

La deuxième rencontre a eu lieu à Londres, il y a 2 ou 3 ans. Là aussi j'étais *speaker*, je parlais du fait que les îles de la Caraïbe étaient perçues comme des îles touristiques et pas comme des îles innovantes. Une femme dans la salle, me dit : « Vous ne savez pas qui je suis ? Regardez sur internet ce que je peux faire pour vous aider ». Je découvre que c'est une milliardaire nord-américaine, mais je ne la rappelle pas. Elle me relance 3 fois et je finis par lui dire que je ne me sens pas à l'aise de la solliciter et elle me dit : « Quand quelqu'un comme moi s'intéresse à vous, prenez votre chance ». Cette femme a finalement mis un ticket dans ma boîte.

Ces deux rencontres-là m'ont beaucoup apporté. Elles m'ont appris à être *bold*.

Quels souvenirs gardez-vous de votre jeune enfance en Afrique de l'Est ?

Djibouti, à l'époque, était un pays en guerre. Je me souviens que mon père nous disait qu'on devait pouvoir partir à n'importe quel moment. Je crois que c'est pour cela que je ne m'attache pas au matériel. Je suis nomade, j'ai très souvent déménagé. Et c'est sans doute pour cette raison que ce projet d'usine est très important pour moi. J'ai besoin, à travers ce projet de m'ancrer de façon plus forte en Martinique. Un ancrage qui, sans doute, m'a manqué par le passé...

Quelle est votre conception de l'entrepreneuriat ?

J'ai décidé d'entreprendre parce que c'est

une façon de résoudre des problèmes utiles à la société. Ce n'est pas uniquement un outil économique. C'est un outil de transformation sociale, environnementale, territoriale. Je suis entrepreneure militante, fille de syndicalistes. Notre modèle économique est à bout de souffle. On ne peut pas faire qu'importer et revendre. Nous devons absolument créer de la valeur. Nous devons absolument faire émerger une nouvelle catégorie d'entrepreneurs. Et donc, pour moi, l'entrepreneuriat, c'est un acte d'engagement.

Si vous deviez recommencer aujourd'hui avec les outils actuels (IA, réseaux sociaux...), que feriez-vous différemment ?

J'ai toujours été extrêmement connectée. Ça ne changerait rien à ce que je fais en termes de R&D, car les probabilités et les statistiques sont les bases de l'IA, et c'est déjà comme cela que je travaille. Depuis un an, nous avons intégré l'IA générative dans nos process, ce qui a permis d'automatiser beaucoup de choses. En revanche, je ferai différemment ce qui concerne la partie « gestion de marque », j'irai beaucoup plus vite. Quand je me suis lancée, il y a 15 ans, les financements participatifs n'étaient pas encore très communs, il est probable que, si je devais recommencer aujourd'hui, j'irais aussi dessus.

Sur la partie réseaux sociaux, c'est intéressant parce qu'il y a plusieurs années, en Martinique, j'ai eu beaucoup de remarques masculines disant que « je faisais la belle sur les plateaux télé ». Cette remarque m'a beaucoup marquée et longtemps je me suis mise en *off*. En tant que femme, c'est extrêmement blessant, car ça nous réduit à une image superficielle, alors qu'en réalité, on n'a pas le choix ! Nous sommes dans un monde de communication, c'est encore plus vrai dans le domaine de la beauté. On doit devenir l'image de sa société. J'aurais aujourd'hui moins de complexes à la faire.

Vous arrive-t-il d'imaginer à quoi aurait ressemblé votre vie si vous aviez accepté cette offre d'emploi au Japon, plutôt que de vous installer en Guadeloupe ?

Oui ! J'avais même préparé un diplôme en japonais. J'allais intégrer un groupe de luxe et c'était ce que je voulais. Le contrat était signé ! Je me demande souvent ce que je serais devenue, j'aurais certainement fait carrière dans un grand groupe en Asie. Je ne serais pas revenue en France et je ne pense pas que je



serais devenue entrepreneure. Je dis souvent à mon mari que c'est à cause de lui (rires) ! Dans un couple, il y a souvent des sacrifices, quand on est partis en Guadeloupe c'est parce que mon mari avait cette opportunité professionnelle, je l'ai suivi. Il a fallu que je change de métier. Je suis devenue dirigeante dans la distribution et l'import. On m'a laissé cette opportunité de diriger des entreprises aux Antilles. C'est cette expérience qui m'a menée vers l'entrepreneuriat.

Vous croyez beaucoup au destin, quel est votre mantra ?

Je crois au destin, mais je n'ai pas de mantra. Je crois aux signes.

** La nutraceutique explore le potentiel thérapeutique de certains nutriments ou parties d'un aliment.*



350 MILLIONS

CE MONTANT POURRAIT
CORRESPONDRE AUX
COÛTS DE PRISE EN CHARGE
DE L'INDEMNISATION DES
VICTIMES DES ESSAIS
NUCLÉAIRES FRANÇAIS EN
POLYNÉSIE, SELON FRANÇOIS
NOËL, ANCIEN MINISTRE DES
OUTRE-MER ET SÉNATEUR.



ELLE A DIT

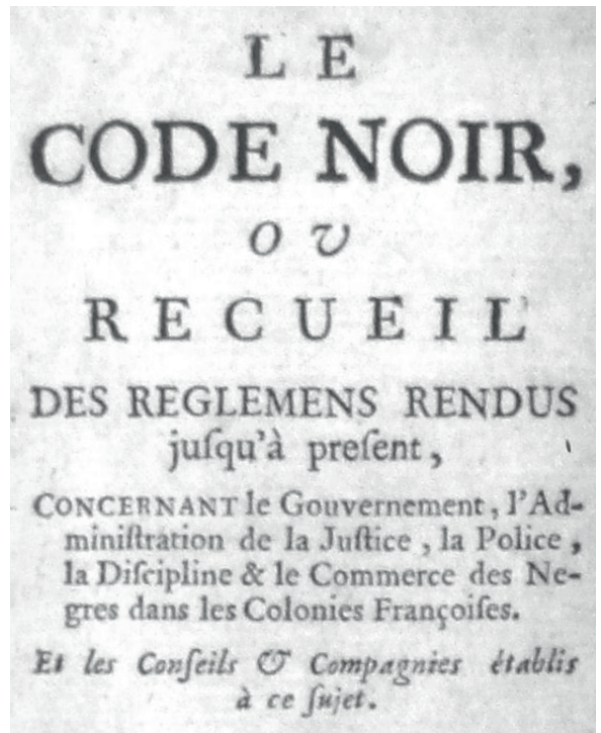
«
Transparence, régulation, contrôle :
c'est tout ce qu'on demande [...]. On
ne veut pas fragiliser l'entrepreneuriat,
on veut juste réguler un système qui est
opaque. »

Audrey Bélim, sénatrice réunionnaise et vice-présidente de la commission d'enquête du Sénat sur les marges des industriels et de la grande distribution dans les Outre-mer.

PARIS

EXPERTISE EN OUTRE-MER

L'université Paris 1 Panthéon Sorbonne lance un diplôme universitaire inédit dédié au droit des Outre-mer. Accessible à distance en formation initiale et continue dès octobre 2026, il vise à renforcer l'expertise juridique sur les spécificités ultramarines.



ANTILLES

SYMBOLE FORT

Un vote chargé d'histoire et d'émotion. Jeudi 28 mai, l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité une proposition de loi abrogeant le Code noir et les textes encadrant l'esclavage dans les colonies françaises, restés symboliquement inscrits dans le droit malgré l'abolition de 1848. Le texte, porté par le député guadeloupéen Max Mathiasin, doit désormais être examiné par le Sénat. Une décision à forte portée mémorielle, saluée comme un hommage aux millions de victimes de l'esclavage. La question des réparations reste cependant ouverte. Des élus de gauche ont proposé la mise en place d'un comité chargé d'identifier les préjudices subis et les mesures envisageables.



GUYANE

JUSTICE POUR LES ANCÊTRES

Après plus d'un siècle de conservation dans les collections nationales, les restes de six Kalinas et Arawaks, décédés à Paris en 1892, pourront être restitués à la Guyane. Le Sénat a adopté, fin mai, à l'unanimité une proposition de loi en ce sens. Ces autochtones avaient été arrachés à leur territoire pour être exposés dans des « zoos humains », notamment au Jardin d'Acclimatation à Paris. Le texte, soutenu par le gouvernement, doit encore être examiné par l'Assemblée nationale.

GUADELOUPE

L'ESPRIT MANGROVE

Le Mémorial ACTe de Pointe-à-Pitre présente, du 29 mai au 29 août : *Nou an péyi révé-Traversées de la mangrove*. Inspirée de l'écrivaine guadeloupéenne Maryse Condé, cette exposition collective rassemble 28 artistes caribéens et ouest-africains autour des mémoires, des liens et des imaginaires qui s'appuient sur les territoires de la Caraïbe-Monde. Peintures, sculptures, installations et vidéos composent un parcours sensible et polyphonique.

GUADELOUPE

MÉMOIRE DE CANNE

L'Habitation Néron, site historique, situé au Moule, dont les premières traces remontent à 1732, ouvre ses portes aux visites.

Ancienne sucrerie devenue distillerie au début du XX^e siècle, puis marquée par plus de 300 ans d'histoire de la canne et du rhum, elle fait l'objet d'une restauration depuis 2021. Le parcours immersif propose une découverte du patrimoine, des vestiges et de la mémoire du lieu, avec dégustation de rhums artisanaux.

Visites du mardi au vendredi, matin et après-midi, réservation obligatoire.



MARTINIQUE

INNOVER AUTREMENT

La collectivité territoriale de Martinique (CTM) poursuit son soutien à l'économie sociale et solidaire (ESS) via le programme ESSOR, financé par des fonds européens et porté par la CRESS Martinique (chambre régionale de l'économie sociale et solidaire). Ce dispositif vise à accompagner la création et le développement des structures de l'ESS, à renforcer le réseau des acteurs de l'accompagnement et à encourager les coopérations avec les collectivités. Il prévoit également des actions de sensibilisation et la production d'un panorama de l'ESS pour mieux orienter les politiques publiques.

QUAND LES ÉLÈVES APPRENNENT À ENTREPRENDRE POUR DE VRAI !

ET SI L'ON APPRENAIT L'ENTREPRISE EN LA VIVANT ? À TRAVERS LE PROGRAMME MINI-ENTREPRISE ORGANISÉ PAR L'ASSOCIATION ENTREPRENDRE POUR APPRENDRE (EPA), DES CENTAINES D'ÉLÈVES DÉCOUVRENT CHAQUE ANNÉE LES RÉALITÉS DE L'ENTREPRENEURIAT EN CRÉANT LEUR PROPRE ACTIVITÉ. RENCONTRE AVEC DEUX ÉQUIPES LAURÉATES DE LA FINALE RÉGIONALE EN GUADELOUPE.

Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim



De gauche à droite, de haut en bas : Samira Bousardo, Kerlens Repi (chefs d'entreprise), Jade Landée (secrétaire adjointe), Teddya Etenor (communication), Kalhyani Viator-Ringueyen (secrétaire), Flauryana Gustave (trésorière), Jeanine Hérissou (professeure en génie industriel Textile et Cuir), Marlène Borel (proviseure) Rosemarie Renault (professeure en génie industriel Textile et Cuir) et Sabine Coleau (professeure en génie industriel Textile et Cuir)

À notre arrivée au lycée Chevalier Saint-Georges, aux Abymes, les lauréats régionaux 2026 du Festival des Mini-entreprises sont en plein déballage de cartons... Dans la salle de couture à l'étage, les élèves sortent activement les dernières créations encore disponibles : sacs, cabas, pochettes, trousse de

voyage, sacoches, bustiers, chemises et autres accessoires confectionnés à partir de banderoles publicitaires et de voiles de bateau recyclées.

À quelques jours de la finale nationale (le 9 juin, à Paris*), l'heure est presque à l'inventaire. « Vous savez, il ne nous reste plus grand-chose à vous montrer,

sourit Jeanine Hérissou, professeure de génie textile et porteuse du projet. Nous avons vendu plus de la moitié de notre production lors de l'exposition-vente organisée le 12 mai, à Baie-Mahault, le jour de la finale régionale. »

Au total, les douze élèves de la mini-entreprise Chevalier'Art Eco ont

La fédération Entreprendre pour Apprendre France c'est :

- **17 associations régionales** ;
- **+ de 149 600 jeunes** accompagnés ;
- **+ de 16 000 enseignants**, formateurs, conseillers en insertion, impliqués ;
- **+ de 15 230 bénévoles** (parrains-marraines, chefs d'entreprise, collaborateurs...);
- **110 permanents** qui accompagnent et développent le programme Mini-entreprises dans les régions.

réalisé près de 460 euros de chiffres d'affaires et une place en finale nationale. Une belle récompense pour ces jeunes qui, depuis plusieurs mois, cherchent, puis transforment des matériaux destinés à la poubelle, en accessoires de mode écoresponsables. Leur slogan : porter recyclé, c'est penser pour demain !

Mais derrière cette réussite commerciale se cache surtout une aventure entrepreneuriale grande nature qui a conduit plusieurs centaines d'élèves sur l'ensemble de l'Académie à se confronter, souvent pour la première fois, aux réalités de l'entreprise. « En tant que leader de Chevalier'Art Eco, ce n'était pas toujours évident, confie Kerlens Repi, 17 ans et élève de 1^{er} MCC (métiers de la couture et de la confection). Le plus difficile pour moi a été la communication, parce qu'à la base, ce n'est pas vraiment mon point fort ! ». Une expérience qui lui a néanmoins permis de gagner en confiance. « J'ai compris qu'un chef ne peut rien faire seul. Il doit savoir déléguer, aider son équipe et montrer la voie. J'ai réalisé aussi que créer son entreprise n'est pas quelque chose d'inaccessible. » Un apprentissage d'autant plus précieux que le lycéen se verrait bien, demain, devenir styliste modéliste et créer sa propre marque. Le thème

du recyclage, au cœur du projet, a fini de le convaincre. « On transforme quelque chose qui aurait été jeté en un objet à la fois esthétique, utile et durable. Ça a du sens. »

« Plus formateur qu'une mise en pratique »

En 2026, pour cette 5^e édition, une vingtaine de mini-entreprises au total (groupe de 12 élèves maximum) ont vu le jour dans les collèges et lycées volontaires de Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Une dynamique en hausse portée par l'association Entreprendre pour apprendre (EPA) qui défend une approche basée sur la pédagogie active. « Le principe est simple : rendre l'élève acteur de ses apprentissages et acteur de son résultat », résume Jérôme Cusset, président d'EPA Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy. Concrètement, les élèves partent d'une idée, identifient un besoin, conçoivent un pro-

duit ou un service, puis organisent leur activité comme une véritable entreprise. Direction, communication, trésorerie, production : chacun occupe une fonction précise et doit apprendre à travailler avec les autres. « Une entreprise, c'est apprendre à faire avec les différences et aller de l'avant, poursuit le président. Les jeunes découvrent qu'ils sont capables de prendre des initiatives, de défendre leurs idées et de mener un projet jusqu'au bout ». Les encadrants – une majorité d'enseignants volontaires, du personnel de l'éducation nationale et des mentors issus du monde professionnel – ont travaillé de concert pour coacher les équipes. Aux côtés des élèves de la mini-entreprise Chevalier'Art Eco, Kris Baboulall, professeur d'écogestion, les a accompagnés sur toute la dimension économique du projet : calcul du coût des matières premières, consommation électrique, usure du matériel, temps



Jérôme Cusset, président de l'association Entreprendre pour apprendre



Dans les cuisines du collège Eugène Yssap de Sainte-Anne, les lauréats de la mini-entreprise Ti Miyel an nou

de production, fixation du prix de vente, mais aussi répartition des rôles. « Nous essayons de leur laisser un maximum d'autonomie, explique l'enseignante. Ils prennent leurs décisions et nous sommes là pour les guider. C'est bien plus formateur qu'un cours théorique ou qu'une simple mise en pratique, car ils vivent réellement l'expérience de l'entreprise ».

« Les échecs sont là pour nous faire avancer et nous améliorer »

C'est dans les cuisines du collège Eugène Yssap de Sainte-Anne que nous retrouvons les lauréats de la mini-entreprise Ti Miyel an nou. Dans cet établissement, le projet s'inscrit dans une dynamique plus globale portée par le conseil départemental : celui du jardin créole. « *Jaden an nou* est un projet qui permet d'utiliser le jardin comme support pédagogique, précise Kadi Yattassaye, principale adjointe du collège. L'idée est de donner du sens aux apprentissages en partant du concret et de mieux raccrocher certains élèves à l'école, notamment ceux qui rencontrent le plus de difficultés. »

En plus des ateliers jardinage, les élèves peuvent découvrir le monde des abeilles grâce à la présence de ruches et d'un apiculteur dans l'enceinte de l'établissement. Résultat : l'entreprise Ti Miyel an nou existait déjà et produisait du

miel en bouteille et des bonbons. « Le concours a été l'occasion de faire évoluer le concept en imaginant une box composée d'une plus grande variété de produits à base de miel », explique Julie David, professeure d'anglais et encadrante. Pour y parvenir, les élèves ont dû faire preuve d'inventivité et apprendre à rebondir lorsque certaines idées ne fonctionnaient pas. « J'aurais aimé qu'on retienne mon idée de faire des chips au miel, s'amuse Joanis George, élève de 5^e SEGPA**, affecté au pôle production. J'ai finalement appris à faire plein d'autres choses : des bonbons, des cookies, des sablés, des muffins et même des bougies. » La persévérance est justement l'une des principales leçons retenues par Jahyna Pétion, élève de 4^e et directrice de la mini-entreprise.

Élue également responsable de la communication, elle a participé à la création du logo et à l'animation sur les réseaux sociaux. « Au départ, nous voulions fabriquer du savon, mais nos recettes n'ont rien donné. Nous avons dû revoir notre projet et nous tourner vers les sucettes. Finalement, elles ont eu beaucoup de succès », raconte-t-elle. Une leçon que Jahyna résume en quelques mots : « Il faut toujours continuer. Les échecs sont là pour nous faire avancer et nous améliorer ». Choisie pour le pôle marketing-vente, Cléa Gore, élève de 5^e, a, quant à elle, découvert une compétence qu'elle ne soupçonnait pas : « Cette aventure m'a permis de vaincre ma timidité et de prendre confiance en moi ». Un atout précieux lors de la présentation du projet devant le jury en finale régionale. Un exercice que l'équipe a particulièrement soigné. « Chaque élève racontait une partie de l'histoire de l'entreprise. C'est cette cohésion qui a fait la différence », estime Julie David. Très fière du travail fourni, Kadi Yattassaye, rappelle que l'intérêt du dispositif dépasse les seuls élèves. « Ces projets permettent aussi aux enseignants de sortir du carcan de la classe et de travailler autrement. » Une respiration bienvenue qui rejailit sur l'ensemble de la communauté éducative.

**Lors de la finale nationale du 9 juin à Paris, les élèves du lycée Chevalier de Saint-Georges et du collège Eugène Yssap se sont classés dans le top 5 national, avec des notes respectives de 18/20 et 17/20, confirmant la qualité de leur parcours.*

***SEGPA : section d'enseignement général et professionnel adapté.*



Les lauréats de la mini-entreprise Ti Miyel an nou

Comment la musique permet de comprendre la Guyane d'aujourd'hui ?

TRISTAN VASSAUX

Texte Sarah Balay - Photo Christophe Fidole

Quel est l'intitulé de votre thèse ?

Ma thèse s'intitule "Faire la fête, faire la musique : les musiques électroniques en Guyane française" (Laboratoire MINEA, Université de Guyane). La soutenance est prévue en décembre 2026.

Si vous deviez résumer vos travaux en une seule phrase ?

Je cherche à comprendre comment les musiques électroniques et la création par ordinateur font se rencontrer des personnes et des cultures différentes en Guyane.

Quelles sont les applications concrètes de votre étude ?

La musique est un prisme privilégié pour comprendre les dynamiques interculturelles, surtout dans un territoire aussi pluriel que la Guyane. Elle éclaire la manière dont artistes et organisateurs conçoivent les événements festifs : organisation, contraintes matérielles, accès aux salles ou réalités du territoire. La fête n'est jamais neutre : elle traduit toujours une vision du monde.

L'une des applications concrètes est mon projet de recherche-action *Remix éthique*. Il s'agit d'ateliers de composition musicale réunissant des artistes guyanais, dont le groupe Senuka, et des jeunes de différentes communes. L'objectif est de réutiliser des éléments du patrimoine musical traditionnel dans des créations contemporaines. Chaque atelier aboutit à un morceau, un clip diffusé sur YouTube (réalisé par Benjamin Normand) et un documentaire. Trois ateliers ont déjà été menés, dont le dernier en février 2026, à Grand-Santi, et un quatrième est prévu d'ici la fin de l'année.

Que faites-vous aujourd'hui ?

Je partage mon temps entre la recherche, l'enseignement à l'université de Guyane et l'action de terrain avec l'AGRRR (association guyanaise de réduction des risques), qui travaille sur les consommations de produits psychoactifs. Le lien avec ma thèse est direct : parler de fête, c'est aussi aborder les usages d'alcool et d'autres drogues, et la manière de les accompagner sans jugement.

À plus long terme, j'aimerais mener le même type de recherche-action auprès d'autres communautés autochtones dans le monde, afin de comparer les contextes et les enjeux liés à la transmission et à la revitalisation de patrimoines musicaux parfois menacés.



PÉPETTES, MOULA, LAJAN... ÇA CHIFFRE !

QUEL TABOU, L'ARGENT AU TRAVAIL ! DES OFFRES D'EMPLOI SANS AUCUNE NOTION DE RÉMUNÉRATION AUX CONDITIONS D'ATTRIBUTION, FLOUES OU ARBITRAIRES, DE CERTAINS AVANTAGES FINANCIERS EN TANT QUE SALARIÉ, ON CROIRAIT PRESQUE QU'ON EST CENSÉS TRAVAILLER BÉNÉVOLEMENT. POURTANT, NE DIT-ON PAS « TRAVAY SÉ LAJAN » ? CE MOIS-CI, ZOOM SUR QUELQUES SUJETS BRÛLANTS SUR LE SALAIRE.

Texte Axelle Dorville, rédactrice chez bonfilon.info



QUESTIONS SUR
LA RÉMUNÉRATION À...
OLDINA MANGO,
DU CABINET O'MY EMPLOI

Comment estimer son salaire idéal ?

Estimer son salaire idéal nécessite de prendre en compte plusieurs critères : son niveau d'expérience, ses compétences techniques et comportementales, le secteur d'activité visé, la taille de l'entreprise ainsi que les spécificités du marché de l'emploi sur son territoire. Aux Antilles-Guyane, certains métiers sont particulièrement recherchés, ce qui peut avoir un impact significatif sur les niveaux de rémunération.

Au-delà des échanges avec son entourage, il est essentiel de s'appuyer sur des données objectives en consultant les études de rémunération, les offres d'emploi, les cabinets de recrutement ou encore les recruteurs spécialisés. Cette démarche permet d'avoir une vision réaliste du

marché, de formuler des prétentions salariales cohérentes et d'éviter de sous-évaluer sa valeur professionnelle.

Enfin, il est important d'adopter une approche globale de la rémunération. Le salaire fixe n'est qu'une composante de l'équation. L'intéressement, les primes, les dispositifs de formation, le télétravail, la mutuelle ou encore le véhicule de fonction constituent des avantages qui participent pleinement au package de rémunération et peuvent parfois être plus facilement négociés qu'une augmentation du salaire de base

Point lexical RÉMUNÉRATION = SALAIRE ?

Oui, mais pas que ! La rémunération regroupe le salaire, les congés, les avantages en nature et avantages sociaux (mutuelle, tickets-restaurant, chèques vacances, participation aux frais de transport en commun), ainsi que toutes les autres formes de rentrées d'argent pour le salarié : les primes, l'intéressement et la participation aux bénéfices.

Comment négocier son salaire lors d'un recrutement ?

Dès lors qu'une fourchette de rémunération est définie, il y a peu de marge de manœuvre pour aller au-delà. Pour se rapprocher de la limite haute de la fourchette salariale, il faut travailler

sa posture et démontrer sa capacité à apporter de la valeur ajoutée à l'entreprise, en se basant sur des éléments concrets : les projets menés lors de précédentes expériences, les résultats obtenus, le chiffre d'affaires développé... On peut également mentionner des compétences en optimisation de process, en management, lorsque c'est pertinent. L'adaptabilité et l'agilité sont par ailleurs des qualités très recherchées dans notre monde en constante évolution. Aujourd'hui, les entreprises ne rémunèrent plus uniquement un diplôme ou une ancienneté. Elles valorisent de plus en plus l'impact, l'agilité et la capacité à créer de la valeur dans un environnement en constante évolution. Il est donc essentiel de savoir mettre en avant ses compétences.

Quels conseils pour demander une augmentation ou améliorer sa rémunération ?

La négociation de salaire est un exercice délicat mais parfaitement légitime. Ce n'est pas une faveur que vous demandez, ce n'est pas non plus un rapport de force, c'est une discussion professionnelle autour de votre contribution et de la reconnaissance de votre valeur ajoutée. Le timing s'avère ainsi stratégique. Une négociation demandée après un succès significatif ou une prise de responsabilités supplémentaires sera toujours plus favorable. À l'inverse, négocier en fonction de besoins personnels (augmentation de loyer, du carburant, nouvelle vie de famille, etc.) est généralement peu concluant. Documentez régulièrement vos contributions, réfléchissez à votre stratégie de carrière, anticipez les leviers hors salaire que vous pourriez mobiliser (primes, télétravail, perspective d'évolution), et surtout, abordez le sujet avec assurance, sans posture de confrontation.

En vidéo



Dans l'actu

LA TRANSPARENCE SALARIALE, C'EST MAINTENANT

Nous y sommes : juin 2026, date fatidique de la transposition dans le droit français de la directive européenne sur la transparence salariale, visant à réduire les écarts hommes-femmes. Elle inclut notamment le droit d'accès, pour les salariés, aux critères de fixation des rémunérations appliquées à niveau de poste équivalent, selon le sexe ; aux critères d'évolution de la rémunération ; ou encore, au moment du recrutement, à la fourchette de rémunération établie pour le poste visé.

Hommes & femmes, tous égaux ?

Guadeloupe

+ **7,9 %** pour les hommes
Hommes 2 494 € - Femmes 2 310 €

Guyane

+ **8,4 %** pour les hommes
Hommes 2 548 € - Femmes 2 350 €

Martinique

+ **8,9 %** pour les hommes
Hommes 2 541 € - Femmes 2 332 €

Salaire net mensuel moyen en équivalent temps plein par sexe dans le secteur privé en 2024 - Insee

RETROUVEZ PLUS DE
CONTENUS SUR L'EMPLOI
SUR [BONFILON.INFO](https://bonfilon.info)



bonfilon
by EWAG

LA GUYANE EN MOUVEMENT : VERS UNE MOBILITÉ JEUNESSE STRATÉGIQUE

PLUS DE LA MOITIÉ DE LA POPULATION GUYANAISE A MOINS DE 30 ANS. POURTANT, LES PARCOURS DE MOBILITÉ RESTENT BIEN EN DEÇÀ DE LEUR POTENTIEL. DEUX JEUNES ASSOCIATIONS UNISSENT LEURS FORCES POUR CHANGER LA DONNE.

Texte Adeline Louault

© Guyacoop/Opportunités Jeunesse



Jeffrey Jeanty, président d'Opportunités Jeunesse, lors du séminaire territorial sur la mobilité de la jeunesse.

Guyacoop et Opportunités Jeunesse partagent une même conviction, résumée par Pancras Zountchegbe, chargé de plaidoyer de Guyacoop : « L'émancipation des jeunes à travers la mobilité et l'apport au territoire ne sont pas deux notions opposées, ce sont des notions complémentaires ». Pas question d'une mobilité subie : « Nous voulons aller vers une mobilité stratégique, adossée aux défis du territoire, pour que le jeune qui revient soit tout de suite opérationnel ». Jeffrey Jeanty,

président d'Opportunités Jeunesse, complète : « Le défi n'est pas de convaincre les jeunes qu'ils sont capables. Le défi est de construire les conditions qui leur permettront de croire en leurs possibilités ».

Un séminaire pour poser les bases

Le 29 mai, plus de soixante acteurs se sont réunis à la Collectivité Territoriale de Guyane — préfecture, collectivités, associations (People en Harmonie, Scouts,

Opportunités Jeunesse

Fondée en 2024 par Jeffrey Jeanty, l'association s'adresse aux 15-30 ans. Sa mission : centraliser, promouvoir et créer des opportunités pour la jeunesse guyanaise, en favorisant l'accès aux droits, à la mobilité, aux savoirs et à l'insertion. Elle agit selon trois leviers — accès, accompagnement, ouverture — et porte cinq programmes thématiques dont Disc'Cursion (mobilité et ouverture) et EuroMazonie (coopération européenne). Elle anime également le COMOB.

Ligue de l'enseignement, Doubout Collectif, GADJ...), missions locales, LADOM, Rectorat et intervenants de l'Hexagone en visioconférence. La journée a débouché sur des chantiers concrets : un observatoire de la mobilité, un référentiel de bonnes pratiques, un parcours structuré de la première approche jusqu'au retour. Elle s'est clôturée par l'installation officielle du COMOB, collectif de mobilité réunissant une vingtaine de structures du territoire.



Pancras Zountchegbe, chargé de communication et de plaidoyer de Guyacoop Internationale.

Des dispositifs, mais pas assez connus

Onze programmes ont été présentés : Erasmus +, Corps Européen de Solidarité, LADOM, Territoires Volontaires... Les témoignages de Jules Kakpo, volontaire béninois venu en Guyane via Territoires Volontaires, et de Lydiane Monrose, coordinatrice revenue de mobilité en Grèce puis à Aruba, ont incarné ce que ces dispositifs produisent concrètement : « Je suis revenue chargée d'expérience, chargée de réseau, chargée de projet ». Des expériences qui démontrent que la mobilité n'est pas seulement une chance individuelle mais un levier de développement pour le territoire tout entier.

Des freins structurels à lever

Les obstacles sont lourds. Pour les jeunes qui partent, la complexité des dossiers à compléter, le coût des billets d'avion (dont le prix dépasse les plafonds de remboursement des dispositifs européens), le 100 % contrôle à l'aéroport - vécu comme un frein psychologique fort -,

et le manque d'accompagnement puis de suivi post-mobilité découragent. Pour les mobilités entrantes, l'absence d'hébergements jeunesse en Guyane et le coût prohibitif des transports entre communes compliquent sérieusement l'accueil.

Et demain, un forum

Le séminaire a confirmé « un besoin réel de regrouper les acteurs », et l'idée d'un Forum de la mobilité — pensé comme un village ouvert aux lycéens, étudiants et associations — est désormais à l'étude. L'ambition dépasse l'Europe : Guyacoop et Opportunités Jeunesse plaident pour une mobilité régionale structurée vers le Suriname, le Brésil, la Caraïbe et l'Afrique francophone. « Un déplacement peut changer une trajectoire », résumant-ils. À condition d'en faire une politique construite, lisible, et portée collectivement.

GuyaCoop — Réseau Guyane Coopération Internationale

Créée en 2025 à l'initiative de quatre communes — Macouria, Saint-Laurent, Sinnamary et Maripasoula —, cette plateforme de concertation vise à fédérer associations, institutions et collectivités du territoire. Elle s'inscrit dans la dynamique nationale des RRMA (Réseaux régionaux multi-acteurs) et a pour mission d'accompagner, structurer et amplifier les initiatives de coopération internationale en Guyane, en favorisant la mise en réseau, le développement des compétences et la valorisation des projets. Ses axes prioritaires : jeunesse et mobilité, éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale, environnement et forêt amazonienne.



Le premier séminaire territorial sur la mobilité de la jeunesse en Guyane s'est tenu le 29 mai à l'hôtel de la CTG.

LE PARI DU DIALOGUE

ET SI ÉCOUTER QUELQU'UN QUI NE PENSE PAS COMME NOUS DEVENAIT UN ACTE PRESQUE MILITANT ? EN MARTINIQUE, QUELQUES PARTICIPANTS ONT ACCEPTÉ DE JOUER LE JEU DE « FAUT QU'ON PARLE », UNE INITIATIVE QUI TENTE DE RECRÉER DU DIALOGUE DANS UNE SOCIÉTÉ DE PLUS EN PLUS FRAGMENTÉE.

Texte Sarah Balay - Photo Jean-Albert Coopmann

Instinctivement, nous cherchons ce qui nous ressemble : des opinions proches, des parcours familiers, des points communs... C'est ainsi que se construit notre réseau social, amical ou familial, renforcé aujourd'hui par les réseaux sociaux qui nous donnent de plus en plus d'infos sur ce que l'on pense déjà.

Mais qu'en est-il de celles et ceux qui ne partagent pas nos idées ? Qui défendent des points de vue différents, parfois très éloignés des nôtres ? Bien souvent, nous les rejetons, pire, nous les diabolisons. Ce concept a d'ailleurs un nom : la polarisation affective. Un concept utilisé en sciences sociales pour désigner la montée des sentiments négatifs envers ceux qui ne pensent pas comme nous. Étudiée d'abord aux États-Unis, notamment autour des clivages entre démocrates et républicains, cette tendance est aujourd'hui fréquemment mise en lien avec le rôle des réseaux sociaux, dont les algorithmes favorisent davantage l'entre-soi et « les bulles de convictions » que l'ouverture à des opinions différentes. Par exemple, si une personne regarde, partage, commente régulièrement des contenus liés au féminisme ou à la sororité, les plateformes auront tendance à lui proposer toujours plus de vidéos, de publications ou de témoignages allant dans le même sens. À force, l'utilisateur peut avoir le sentiment que cette vision est largement partagée, voire évidente, tout en étant de moins en moins confronté à des points de vue

divergents. Cette polarisation touche également les questions d'égalité et de genre. En France, dans un rapport publié en janvier 2025, le Haut Conseil à l'Égalité entre les hommes et les femmes souligne une fracture particulièrement marquée chez les jeunes générations. Parmi les moins de 24 ans, 94 % des jeunes femmes estiment qu'il est plus difficile d'être une femme aujourd'hui, soit 26 points de plus que les jeunes hommes.

« Chacun est dans sa bulle »

Soucieux d'inverser, ou plutôt d'atténuer, la tendance, deux médias nationaux, *Brut* et *La Croix*, lancent, en 2024, l'opération citoyenne « Faut qu'on parle ». Le principe : faire se rencontrer des personnes ayant des opinions opposées pour discuter pendant environ deux heures dans un cadre convivial. Selon une étude menée par Stanford et Harvard, ce type de dialogue réduirait jusqu'à 77 % la polarisation affective. Les participants répondent à un questionnaire en ligne, puis un algorithme les met en relation avec quelqu'un vivant près de chez eux, mais ayant des positions différentes sur plusieurs sujets de société.

En 2025, la Martinique rejoint à son tour l'opération grâce à la mobilisation de deux ambassadeurs locaux : Jean-Philippe de Reynal et Samuel Dorwling-Carter. « Avant, il y avait des espaces de discussions logiques que l'on partageait avec des gens avec qui nous n'étions pas forcément d'accord ou qui n'étaient

pas de notre milieu, remarque Jean-Philippe de Reynal. Il y avait des patronales, le service militaire, plein d'endroits où les gens se croisaient et puis il y avait un récit médiatique un peu plus uniforme. Maintenant, comme tout est éclaté, chacun est dans sa bulle et il y a des antagonismes qui ne sont pas sains. »

L'objectif de « Faut qu'on parle » n'est pas de se convaincre les uns les autres, mais plutôt d'apaiser les tensions d'une société trop divisée et cloisonnée. « Les personnes avec qui nous sommes en désaccord ne sont pas des monstres abominables à qui l'on ne doit surtout pas s'adresser, précise Samuel Dorwling-Carter. La vérité est un peu plus grise... Et c'est en se rencontrant que les gens pourront s'en rendre compte. »

La première édition martiniquaise essuie quelques revers (bugs techniques), mais une vingtaine de personnes ont tout de même pu concrètement se rencontrer. Si les discussions étaient libres, elles ont souvent porté sur de grands sujets de société comme l'intelligence artificielle (est-elle un danger pour la société ?), l'immigration ou encore les inégalités entre générations. D'autres thèmes plus locaux ont également émergé, notamment la vie chère, les tensions sociales ou le rapport à la France hexagonale. Militant du « débat contradictoire », Stéphane Louis Gustave, 59 ans, en poste dans une collectivité locale, n'a pas hésité à jouer le jeu. « Je suis quelqu'un qui assume ses pro-



pos et ses opinions, explique-t-il. Pour autant, lorsque je dialogue, je ne cherche jamais à convaincre. Ma démarche est de trouver des points de consensus à partir d'un désaccord de base. Je pars du principe que nous sommes tous différents et que mépriser ceux qui ne pensent pas comme nous n'est pas tolérable. J'ai particulièrement apprécié mon échange avec mon partenaire. Nous étions là pour donner notre avis, nous écouter et surtout nous comprendre. »

Professionnelle de la communication, Stéphanie* a, elle aussi, tiré tout le bénéfice de cette opération inédite. « J'ai découvert une personne, avant de voir une histoire ou une origine, confie-t-elle. Nous avons parlé simplement de nos parcours. Ce qui m'a marquée, c'est que nous avons réellement pris le temps de nous écouter, en toute tranquillité. Souvent, en Martinique, on vit ensemble sans forcément se parler en profondeur, par peur de choquer ou de contrarier. Alors on reste dans la bienséance et les non-dits. Ce genre d'initiative permet d'ouvrir les portes qu'on garde habituellement fermées. Il y a des sujets que l'on évite, alors que ce sont pourtant ceux que nous avons le plus besoin d'évoquer. Cette rencontre m'a confortée dans l'idée que le dialogue est nécessaire, même lorsqu'il est inconfortable. Je ne dirais pas

qu'une discussion règle tout, mais elle peut ouvrir quelque chose. »

« Le changement se fait souvent à petite échelle »

L'impression est plus mitigée pour Philippe Desrivères, 60 ans, travaillant dans le bâtiment. « Ce genre d'action est très intéressant, explique-t-il. Mais il a tendance à réunir des personnes d'un même milieu ou qui ont majoritairement l'esprit ouvert. » Sur ce point, les organisateurs reconnaissent volontiers « un biais de sélection ». « Même si les profils étaient très variés, il n'y avait pas de véritables antagonismes entre les participants, et c'est tout à fait normal reconnaît Jean-Philippe de Reynal. Forcément, lorsque l'on accepte de se lancer dans cette démarche-là, c'est qu'on n'a pas une approche trop manichéenne des choses. »

Malgré ces limites, les organisateurs retiennent surtout ce qui s'est joué après les échanges. Une fois les discussions terminées, plusieurs participants ont prolongé les conversations autour des tables, échangeant avec d'autres personnes qu'ils n'avaient pas forcément rencontrées au départ. Certains sont même restés en contact par la suite, via des groupes WhatsApp ou de nouvelles rencontres. « Nous avons créé des liens entre des gens qui ne se connaissaient pas et qui,

a priori, arrivaient avec des points de vue opposés, souligne Samuel Dorwling-Carter. C'est une petite fierté quand même. »

Pour les deux ambassadeurs, l'intérêt de « Faut qu'on parle » réside justement dans ces échanges confidentiels, loin des grands discours. « Le changement se fait souvent à petite échelle, estime Jean-Philippe de Reynal. Ce sont les rencontres et les discussions qui permettent de dépasser les idées que l'on se fait les uns des autres. »

Vers une édition 2026 plus ancrée localement ?

Les ambassadeurs de « Faut qu'on parle », édition Martinique, espèrent renouveler l'initiative, le 21 novembre 2026 (date nationale de l'opération), avec la volonté d'adapter davantage le questionnaire aux réalités du territoire : vie chère, tensions sociales, rapports entre les communautés, héritage historique ou mémoriel. Selon eux, certaines problématiques nationales ont parfois moins résonné localement lors de la précédente édition totalement calquée sur le national. Ils entendent également améliorer la diffusion de l'information pour ainsi toucher un public plus large... Et pourquoi pas, encourager la Guadeloupe et la Guyane à relever le défi de leur côté. À suivre.

**Le prénom est fictif par souci d'anonymat.*

6
0
0
0
6

6 000 euros. C'était le prix d'un billet au stade Azteca pour assister à la cérémonie d'ouverture de la Coupe du monde de football masculin qui se joue aux États-Unis, au Canada et au Mexique. « Qui peut se payer ça ? », interrogea le président du Mexique lors d'une conférence de presse. Le président de la Fédération internationale de football, Gianni Infantino, depuis son canapé lui aura sans doute répondu, hilare, « au moins 500 millions de personnes », reprenant le chiffre des demandes de billets sur les plateformes de vente de la FIFA diffusé six mois avant la compétition.

« Certainement pas moi », aura peut-être lâché pour sa part Donald Trump, apparemment surpris des montants pour assister à une partie et observer 22 garçons en short se disputer un ballon rond sans *touch down*, sans casque, sans castagne pendant 90 minutes.

Loin des deux hommes, Claudia Sheinbaum décida donc de donner son billet qui lui avait été offert par Gianni Infantino « à une jeune fille qui aime le football et qui n'aurait pas les moyens d'assister à un match du mondial ». 1 000 femmes se portèrent candidates à travers tout le pays, et c'est Yolett Cervantes Cuaquehua, de la région de Veracruz, qui remporta le concours après avoir démontré de ses talents footballistiques. Appartenant au peuple autochtone nahua, elle s'était présentée pieds nus et en tenue traditionnelle pour se voir remettre son billet d'entrée pour le match Mexique-Afrique du Sud, mais aucune photo d'elle le jour J dans la tribune officielle ne semble avoir été prise ni diffusée alors qu'elle représentait le Mexique, pays hôte, pour ce premier match de la compétition. L'histoire ne dit pas si Donald Trump à qui, lui, Gianni Infantino a remis le « prix de la paix » de la FIFA, début décembre, à Washington, choisira de faire le même geste et organisera un concours pour remettre cette distinction « à un jeune engagé pour la paix mais qui n'aurait pas les moyens d'y œuvrer ? » À moins que nous ayons tous les moyens de participer pendant et après la Coupe du monde de football ?

Deux mains pour demain

RACHEL @MESPETITSBONHEURSAUSOLEIL

Artiste dans l'âme, infographiste de métier, auteure de plusieurs livres, Rachel alias @mespetitsbonheursausoleil a eu son premier appareil photo vers 12 ans : un Rolleiflex des années 1950, viseur par le haut. « Ça ne me rajeunit pas ! » s'amuse-t-elle. Mais ce sont ces années à regarder et à rencontrer qui ont forgé cette femme solaire, optimiste qui partage sa passion pour la Martinique avec humour et talons aux pieds.



À L'HEURE OÙ LES MAINCHINES APPRENNENT À PEINDRE, À ÉCRIRE, À IMITER LE VIVANT, IL RESTE UN GESTE QU'AUCUN ALGORITHME ET AUCUNE IA NE REMPLACERA VRAIMENT : CELUI DE LA MAIN QUI TRAVAILLE LA TERRE, AJOUTE LE SOUPÇON D'ÉPICES, REMPLIT LE CORPS (ET L'ÂME), TRANSFORME ET CARESSE...

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE NE RÉCOLTE RIEN... LE VIRTUEL NE NOURRIT PERSONNE ! DERRIÈRE CHAQUE IMAGE GÉNÉRÉE, CHAQUE PROMESSE DE FUTUR DÉMATÉRIALISÉ, IL Y A TOUJOURS, QUELQUE PART, UNE MAIN BIEN RÉELLE QUI SE PATINE AU FIL DU TEMPS À COUPS D'AMPOULES ET DE RIDULES.

CETTE SÉRIE EST UN HOMMAGE À CES MAINS-LÀ. CELLES QUI FONT, QUI TRANSMETTENT, QUI S'ÉCORCHENT, QUI S'EMPOIGNENT ET SE SERRENT DANS UN « BON JOUR ! ». PARCE QUE DEMAIN NE SE CONSTRUIRA PAS SANS ELLES...

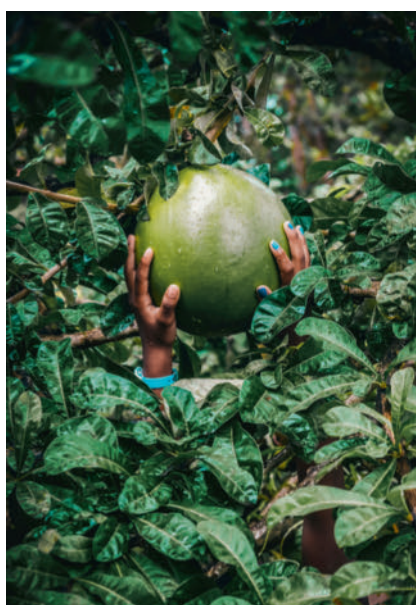


Avoir les mains douces

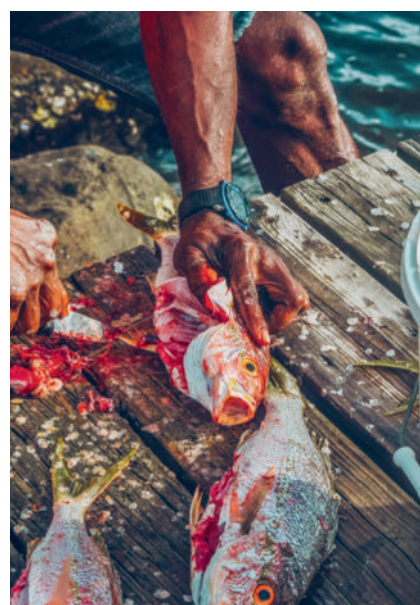
Prendre en main



Et main-tenant...?



La main verte



Ne pas avoir les mains vides

Haut les mains !



Être entre de bonnes mains ?

Une pensée pour tante Flora, et des remerciements particuliers à David Lanista, Anne-Laurence (A1710) & Émile (Angryav'la).

EXPOSITION

Le 9 juillet, elle exposera ses photos autour du thème « La vie est tout sauf artificielle » lors de la première édition d'un show room immersif Open House. Pendant 1 mois, les visiteurs seront invités à déambuler dans un appartement récemment rénové afin de découvrir ses photos, ainsi que des objets d'arts et des pièces de créateurs locaux sélectionnés. Inauguration **le jeudi 9 juillet à partir de 19h** au tiers lieu Maison Pagès, 25 rue Garnier Pagès. Infos & RSVP @lebocal_conceptstore / 0696526049



Koud'main en senne

LA COUPE DU MONDE MASCULINE DE FOOTBALL EST LANCÉE : 48 SÉLECTIONS, 104 RENCONTRES, 6 SEMAINES DE COMPÉTITION, 1 CONTINENT ET 3 PAYS HÔTES (LE MEXIQUE, LES ÉTATS-UNIS ET LE CANADA). ENTRE TENSIONS POLITIQUES, SPORT BUSINESS ET GRANDE FÊTE POPULAIRE, CETTE 23^E ÉDITION DU TOURNOI EST HORS NORME !

Sélection Floriane Jean-Gilles



2:48

D'abord un peu d'histoire, la Coupe du monde a été créée par Jules Rimet. Premier président de la FIFA, il a organisé la première édition du tournoi, en 1930, en Uruguay. Il consigne dans son journal les détails de la traversée, en bateau : « Quatre équipes : c'est là tout le contingent européen pour la première Coupe du monde ! Nous emportons avec nous le trophée de la compétition, une statuette de trente centimètres de haut et pesant quatre kilos. Elle représente une Victoire portant, dans ses deux mains élevées au-dessus de sa tête, une vasque octogonale en forme de coupe. [...] La Coupe du monde est en or massif. C'est un symbole : la Coupe du monde doit être la première parmi les manifestations sportives, et l'or est le symbole de la primauté ».

Il a créé la coupe du monde de football : Jules Rimet - *Karambolage, @artefr*



22:04

La participation de l'Iran, à l'heure du conflit dans le détroit d'Ormuz ; l'attribution des visas, face à la politique migratoire de Donald Trump ; la potentielle présence des agents de l'ICE aux abords des stades ou le prix exorbitant des billets vont à l'encontre de la promesse des organisateurs de tenir le tournoi « le plus inclusif de l'histoire ».

Coupe du monde 2026 : les ombres qui planent sur le tournoi - *L'Heure du Monde, Le Monde*

LE MONDIAL 2026



5:30

Les prix des places atteignent des records. Explications dans cette vidéo.

Pourquoi aller à la Coupe du monde coûte aussi cher ? - *Arte*



9:00

Autre inquiétude qui gravite autour du mondial : l'impact environnemental de la compétition, qui s'annonce déjà comme la plus polluante de l'histoire (deux fois plus que l'édition précédente au Qatar !). La question de l'impact des températures très élevées sur les corps des sportifs pèse aussi dans le débat.

Coupe du monde de football : « Cette course au gigantisme sert à enrichir la FIFA » - *Reporterre*



1:00

À quelques jours du début de la compétition, l'équipe d'Haïti doit changer de maillot... Explication dans cet article.

Un « message politique » refusé par la FIFA : Haïti contraint de changer de maillots en urgence - *L'Équipe*



2:30

Le « blokecore », vous connaissez ? Cette tendance qui consiste à associer un maillot de foot à une pièce traditionnelle de votre garde-robe. Alors symbole politique, patriotique ou nationaliste, le maillot de foot est aussi une pièce ultra tendance !

Comment porter un maillot de foot et honorer la tendance « blokecore » ? - *madame Figaro*

Retrouvez la playlist complète



LE “STARTER PACK” DES GRANDES VACANCES

C'EST LE DERNIER NUMÉRO AVANT LA RENTRÉE DE SEPTEMBRE. PUISSE-T-IL VOUS ACCOMPAGNER PENDANT CES GRANDES VACANCES ! ET POUR ÊTRE SÛRS QUE VOUS L'EMPORTIEZ AVEC VOUS, ON VOUS A PRÉPARÉ UNE SÉLECTION. LA RÉDACTION VOUS PARTAGE SES MEILLEURES RECO POUR PIMENTER LES CONGÉS...



LA RECO DE LÉANE

« Je recommande le podcast **Une chanson en Histoire**. J'apprécie ce podcast car j'aime apprendre et connaître l'origine des choses. Cela permet d'enrichir ma culture musicale. Je recommande ce podcast parce qu'il ouvre plusieurs portes que ce soit le rappel de souvenirs, la culture, l'histoire,

la langue et le contexte politique et sociologique de nos territoires. J'ai particulièrement apprécié l'épisode sur *La Filo*, du groupe Malavoi, car on découvre que derrière les rumeurs qui englobent cette œuvre, il y a un véritable objectif de rendre hommage aux membres de nos familles qui nous apprennent sur la vie. »

Sur YouTube et les applis de streaming



LA RECO D'ARNAUD

« Je recommande le festival de la **All Day In**, ce festival rassemble la communauté antillaise autour d'un même » Art « qui est la musique afro-caribéenne, on y retrouve aussi les acteurs du développement économique (des stands avec des produits agro-alimentaires locaux) »

Les 18 et 19 juillet prochain, plage des Alizés (Le Moule, Guadeloupe)

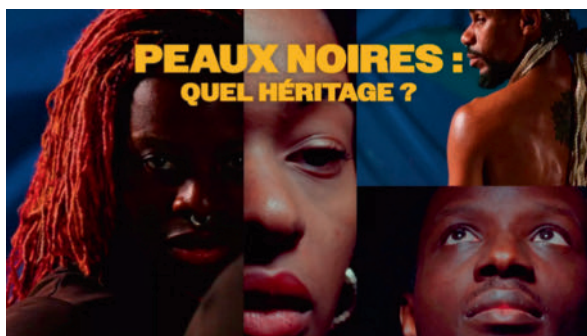
LA RECO D'ANOUCK



« Les épisodes de **La riposte** d'Akim Omiri, pour bien vérifier que tu es toujours à jour sur l'actualité et aiguiser ton esprit critique... Le tout avec un humour bien piquant comme je l'aime :) »

À écouter sur Radio Nova, Spotify ou sur YouTube

LA RECO DE FLORIANE



« Je ne vais pas vous sortir les 10 000 arguments que j'ai en réserve pour vous vanter les bienfaits de la lecture. Je me contenterai de vous recommander la manifestation **Partir en livre**, du 17 juin au 19 juillet, pour des sorties en famille. Des dizaines d'événements sont organisés en Martinique, en Guadeloupe et en Guyane, dans les bibliothèques, les médiathèques et parfois même hors les murs. C'est une manifestation nationale donc si vous passez des vacances sur le continent, à Tahiti, en Corse ou à la Réunion, jetez un œil à la programmation !

Toutes les infos sur www.partir-en-livre.fr

Je partage aussi, en vrac, les 3 documentaires qui sont sur ma liste (interminable) de choses à voir, à lire, à faire :

- **Peaux noires : quel héritage ?**

Un documentaire en 5 épisodes de 12 min, réalisé par Estelle Ndjandjo et Johanna Boyer-Dilolo, sur TV5 Monde - 2 épisodes de **Tracks** : "Ce que la trap en créole raconte des Antilles" et "Le zouk n'est pas mort, vive le zouk" J'aime beaucoup ce format court d'Arte ! »



LA RECO DE KAROLYNE

« Je propose comme exposition **Avant la chute**. C'est une exposition éphémère à Mont-Lucas, à Cayenne. Pendant 2 mois, 12 artistes sont intervenus dans le secret pour investir un bâtiment en fin de vie. Avant la destruction, ils proposent la découverte de chaque création jusqu'au 10 juillet. J'ai participé au projet, en réalisant un mini-doc qui sera dispo en octobre ! »

Toutes les infos sur www.digital-streetart.com/evenements/avant-la-chute

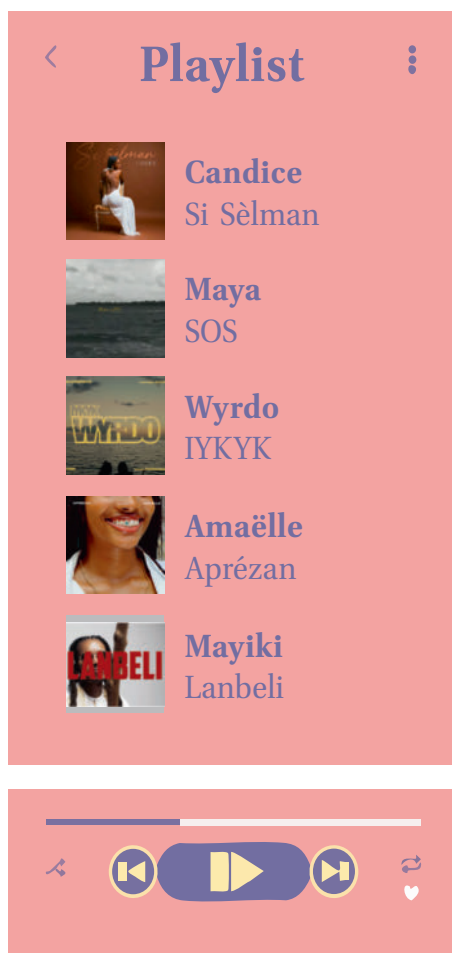


LA RECO DE LAURIE-ANNE

« Ma reco est un podcast : **Pensées Caribéennes / Xplore'n Talk de Gioio**. C'est toujours un plaisir d'avoir dans les oreilles des gens qui parlent comme nous, sonnent comme nous et racontent les histoires de celles et ceux qui font vivre notre culture, mais que l'on pourrait tout aussi bien croiser au coin de la rue. »

Sur Spotify

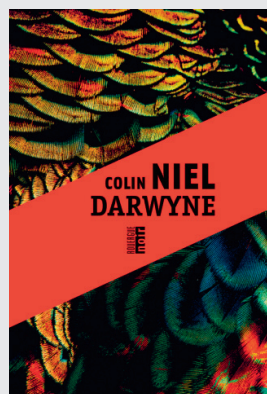
LA RECO D'AXELLE



« Je conseille une **playlist** de vidéos à écouter et admirer, avec des voix locales qui méritent d'être plus connues, du R & B tout doux, des sonorités gwoka, des textes en créole guadeloupéen ou martiniquais et des images à la cinématographie travaillée. »

Sur Youtube et les applis de streaming

LA RECO DE SARAH



« Je propose deux livres que j'ai lu cette année et que j'ai beaucoup aimé :

Darwyne, Colin Niel, éditions du Rouergue, 288 pages

Un enfant en souffrance, une forêt omniprésente et une Guyane loin des clichés. Avec Darwyne, Colin Niel construit une intrigue captivante tout en explorant les blessures de l'enfance. La nature y apparaît comme un refuge, un gage de sécurité. Un roman qui mêle habilement tension narrative et immersion dans l'univers guyanais.

La Nuit au cœur, Natacha Appanah, éditions Gallimard, 288 pages

Trois femmes, trois trajectoires marquées par les violences conjugales. Dans cet ouvrage inspiré de faits réels, Natacha Appanah décrit avec une grande justesse les mécanismes de l'emprise et la difficulté d'échapper à la violence. Un texte bouleversant qui a obtenu, en 2025, le prix Femina, le prix Goncourt des lycéens et le prix Renaudot des lycéens.

Bonne lecture ! »

TRADITOUR 2024
L'ESPRI KARAVIB

SUIVEZ LA COURSE, JOUR APRÈS JOUR

1 PROLOGUE - 10 ÉTAPES - 9 JOURS

VENDREDI 3 JUILLET – Prologue
Départ : Sainte-Rose
Arrivée : Sainte-Rose

SAMEDI 4 JUILLET – Étape 1
Départ : Sainte-Rose
Arrivée : Morne-à-l'Eau

DIMANCHE 5 JUILLET – Étape 2
Départ : Morne-à-l'Eau
Arrivée : Port-Louis

LUNDI 6 JUILLET – Étape 3
Départ : Port-Louis
Arrivée : Deshaies

MARDI 7 JUILLET – Étape 4
Départ : Vieux-Habitants
Arrivée : Gourbeyre

MERCREDI 8 JUILLET – Étape 5
Départ : Gourbeyre
Arrivée : Capesterre

JEUDI 9 JUILLET – Étapes 6 et 7
Après-midi
Départ : Capesterre
Arrivée : Pointe-à-Pitre

Nocturne
Départ : Pointe-à-Pitre
Arrivée : Pointe-à-Pitre

VENDREDI 10 JUILLET – Étape 8
Départ : Pointe-à-Pitre
Arrivée : Sainte-Anne

SAMEDI 11 JUILLET – Étapes 9 et 10
Matin (course par élimination)
Départ : Sainte-Anne
Arrivée : Sainte-Anne

Après-midi
Départ : Sainte-Anne
Arrivée : Sainte-Anne

LA RECO D'ALICE

« Suivre le **Traditour**, du 3 au 11 juillet, pour voir un patrimoine culturel vivant évoluer sur nos eaux ! »

Programme complet sur traditour.fr



SKY IS THE LIMIT

Loin de son île natale des Antilles, le Guadeloupéen Antoine Martin a dompté les vagues des îles Fidji et a décroché la seconde place d'une compétition très disputée. Après Hawaï en ouverture de saison où il avait terminé 3ème, cette nouvelle performance lui permet de se hisser à la deuxième place du classement mondial et d'asseoir sa position parmi les meilleurs windsurfeurs mondiaux. Une consécration au goût de fierté pour le jeune homme alors qu'un sondage du public le donnait hors jeu pour la finale... Le parfait petit boost de motivation pour affronter les vagues et le ciel du Pacifique.

Texte Mathieu Rached

Ce qu'il ne fallait pas louper !

VOICI LES CONTENUS QUI VOUS ONT CAPTIVÉS CES DERNIÈRES SEMAINES.
(RE)DÉCOUVREZ LES MOMENTS FORTS QUI ONT RÉSONNÉ SUR NOS PLATEFORMES À TRAVERS CES TROIS VIDÉOS AYANT GÉNÉRÉ LE PLUS D'ENGAGEMENT.



MÉMOIRE CELLULAIRE : L'HÉRITAGE DU TRAUMATISME

Peut-on transmettre notre vécu et nos traumatismes à nos descendants ? Notre série de 3 vidéos avec le Dr Eugénie Dossa Quenum, psychologue béninoise interculturelle et pionnière des travaux sur la mémoire transgénérationnelle, a suscité un réel engouement. Réalisée lors de sa venue à l'événement « Mémoire cellulaire et violences », organisé par Jocelyne Demagny de l'association Prabhupaty en Guadeloupe, cette interview décrypte comment, à travers l'épigénétique, les violences extrêmes de l'esclavage ont pu laisser des traces invisibles, tout en ouvrant une voie profonde vers la reconnaissance et la guérison.

▶ 1,5 M de vues

♥ 125 k interactions



TERRE DE BLUES : LE SECRET DE L'INDIGO

En amont de la 24^e édition du festival à Marie-Galante, nous vous avons emmenés à la rencontre de Pierre Mouda. Figure incontournable de l'île, il y perpétue un art ancien et fascinant : la teinture indigo traditionnelle. Bien plus qu'un savoir-faire, c'est une histoire, une spiritualité et un morceau de notre patrimoine qu'il transmet avec passion.

▶ 192,7 k vues

♥ 7,2 k interactions



MARIE-CÉLINE CHRONÉ

Derrière les projecteurs des chanteurs leaders, il y a des voix indispensables. La choriste martiniquaise Marie-Céline Chroné est revenue sur sa vie de musique, de la variété à ses collaborations marquantes. Elle nous a confié son émotion intense, presque paralysante, le jour où son nom a été associé pour la première fois à un album du groupe mythique Kassav'. Un hommage vibrant à un rôle discret mais ô combien essentiel.

▶ 204,3 k vues

♥ 6,8 k interactions



@EWAG.FR

Septembre 2026



on valorisait enfin les métiers invisibles ?

Retrouvez toute la
programmation 2026



Vous souhaitez communiquer ?
CONTACTEZ-NOUS

GUYANE
0694 26 55 61

GUADELOUPE / SAINT-MARTIN
0690 37 54 82 / 0690 27 82 22

MARTINIQUE
0696 07 62 64 / 0696 81 60 43



Restez connecté



en toute sérénité

**Le réseau mobile 2G s'arrête
définitivement le 29 septembre 2026.**

Votre téléphone mobile 2G ne fonctionnera plus.
Pour rester connecté, vous devez vous équiper d'un téléphone compatible 4G/5G.

Nos conseillers sont là pour vous proposer des solutions simples et vous guider dans cette évolution.

**Contactez votre conseiller au 555⁽¹⁾
ou rapprochez-vous de votre conseiller boutique Orange**

 **Kit mains libres recommandé**

La fermeture définitive du réseau 2G est prévue au 29 septembre en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Saint-Martin et à Saint-Barthelémy.

(1) Le service est gratuit et l'appel est au prix d'une communication normale selon l'offre détenue, ou décompté du forfait. Le temps d'attente avant la mise en relation avec un conseiller est gratuit depuis les réseaux Orange.


orange™
est là